



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2756
28 mai 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Darmanin
**La matraque
et le bâillon**
Page 3

Palestine
**L'occupation
sans fin**
Page 8

Dimanche 13 juin à Presles
**Rassemblement
avec Nathalie Arthaud**
Page 4

Leur société

- Darmanin: la matraque et le bâillon 3
- Les valeurs républicaines des CRS, du RN... et d'Olivier Faure 3
- Justice: Dupond-Moretti en campagne 3
- Logement: une ministre ne fait pas le printemps 6
- Maisons-Alfort: mobilisation des locataires 6
- Clichy-la-Garenne: non au chantage des bailleurs 6
- Pass Culture: une macronnade de plus 7
- Comme une marque de lessive 7
- Soignants: macabre démagogie 7
- Le RN et les impôts: au service des capitalistes 7
- Retraites: durée de cotisation plus longue, pensions en baisse 11
- Des erreurs au détriment des retraités 11
- Aube: une travailleuse sociale perd la vie au travail 11
- Données personnelles: une marchandise qui rapporte 11

Dans le monde

- Israël-Palestine: guerre et occupation sans fin 8
- Mali: l'armée fait sa loi 8
- Tadjikistan-Kirghizistan: les frontières aggravent la misère et les conflits 9
- Biélorussie: pirates d'État 9
- Colonel Folamour 9
- Birmanie: la dictature et ses complices 16
- Ceuta: des barrières contre les pauvres 16
- Morts du Covid: les chiffres de la misère 16

Dans les entreprises

- Routiers 12
- Terra Fecundis 12
- Michelin 12
- PPG - Bezons 13
- Renault 13
- PSA - Poissy 13
- Rennes Métropole 14
- Hôpital Saint-Antoine - Paris 14
- Ville de Paris 14
- Lidl 14
- La Redoute 15
- Hôtel Ibis - Paris 15

Il y a 150 ans

- La Commune 10
- Lutte ouvrière au Mur des fédérés 10

Élections régionales

- Avec Lutte ouvrière: faire entendre le camp des travailleurs 4
- Dimanche 13 juin à Presles: meeting avec Nathalie Arthaud et rassemblement festif 4
- La liste Lutte ouvrière en Occitanie 5
- À Valenciennes: "Il faut le contrôle ouvrier!" 5
- À Maubeuge et Fourmies: "S'en prendre au grand capital" 5
- Réunions publiques des listes Lutte ouvrière 5

Le krach du bitcoin, révélateur de la spéculation capitaliste

Le 19 mai, les valeurs des cryptomonnaies, ces monnaies virtuelles dont la plus connue est le bitcoin, se sont toutes effondrées. 1 000 milliards de dollars sont partis en fumée.

Le bitcoin a été inventé il y a un peu plus de dix ans par des informaticiens qui voulaient créer, grâce à Internet, une monnaie virtuelle échangeable par des transactions anonymes. Au départ, ce n'était presque qu'un jeu et le bitcoin n'avait aucune valeur. Puis ces informaticiens ont voulu prouver qu'ils pouvaient mettre en place des échanges fiables avec de vraies monnaies comme le dollar. Et le premier bitcoin a été vendu pour une somme infime, moins d'un millième de dollar.

Mais, des transactions fiables, anonymes, qui ne nécessitaient pas de passer par un compte bancaire, échappant au contrôle des États, c'était très pratique pour vendre de la drogue, blanchir de l'argent sale ou faire de l'évasion fiscale. Le bitcoin a alors intéressé toutes les mafias du monde.

Ce succès auprès de la pègre a fait monter sa valeur, ou plus exactement son taux de change en dollars. Car il dépend directement de la demande. Plus le bitcoin est demandé, plus son prix augmente. C'est alors qu'il est arrivé dans la cour des grands. Des spéculateurs y ont vu une source de gains importants et rapides. Et puis, récemment, les banques américaines s'y sont engouffrées. Les unes après les autres, elles ont commencé à offrir des placements en bitcoins à leurs clients. Et ce secteur est devenu un des plus profitables de la finance. Le 14 avril, un bitcoin s'échangeait contre plus de 64 000 dollars.

Sur quoi repose la valeur du bitcoin? Sur la seule confiance que les parties contractantes de cet univers financier ont les unes envers les autres et envers cet objet de leur spéculation. Pour des milliers de spéculateurs, le bitcoin a fini par avoir une valeur sociale reconnue. Les commentateurs se demandent s'il s'agit d'une monnaie ou pas. En tout cas, comme l'argent, il n'a de valeur que parce que des millions de gens veulent bien lui en reconnaître une. Si cette confiance se fissure, tout peut s'effondrer.

Le milliardaire américain Elon Musk, patron du groupe de voitures électriques de luxe Tesla,

avait vanté le bitcoin, prétendant en avoir acheté pour un milliard et demi de dollars. Mais, par flair ou calcul, ou les deux, il a changé de point de vue sur cette monnaie marginale et l'a critiquée. Peu de temps après, la Chine a annoncé qu'elle en interdisait l'utilisation. Cela a suffi pour que la confiance des spéculateurs dans le bitcoin soit ébranlée. Le doute s'est très rapidement propagé et le château de cartes s'est effondré.

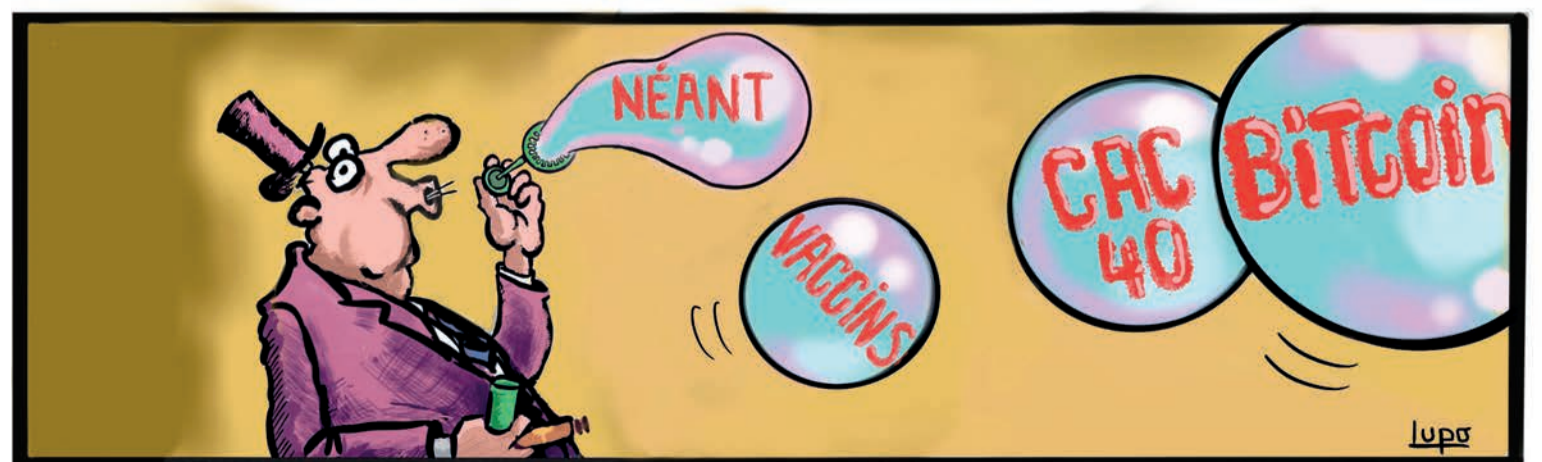
Ce krach n'est, pour l'instant, pas un krach d'ampleur. Les cryptomonnaies ne représentent qu'un petit secteur de la finance. Mais la finance est un immense casino interconnecté, incontrôlé et instable. Le marché du bitcoin est réputé pour être très spéculatif. Mais toute la finance mondiale l'est, car la classe capitaliste préfère spéculer plutôt que d'investir dans la production, cela lui rapporte beaucoup plus.

Le krach du bitcoin est en petit ce qu'ont été les krachs financiers de l'économie mondiale des dernières décennies. En 2008, l'effondrement généralisé de l'économie a été évité de justesse, mais les conséquences en ont été considérables. Des entreprises ont fait faillite en chaîne, des millions de travailleurs ont perdu leur emploi et des pays entiers se sont enfoncés dans la pauvreté puis la spéculation est repartie de plus belle.

Le problème n'est pas de savoir quand arrivera le prochain krach financier. L'évolution générale est une fuite en avant vers une spéculation toujours plus envahissante, et les membres les plus conscients de la classe capitaliste n'ont comme seul credo que: «Après moi, le déluge».

Tout cet édifice repose en dernier ressort sur l'exploitation des travailleurs. Si, dans les entreprises, la durée du travail est allongée, si les cadences sont augmentées, si les grands groupes ferment des sites pour concentrer la production sur un nombre toujours plus réduit de travailleurs, c'est pour dégager du profit afin d'alimenter la spéculation. À côté, les chômeurs en sont réduits à vivre de l'aumône des aides sociales.

Il faut stopper cette course à la catastrophe, et seuls les travailleurs peuvent le faire, en renversant la bourgeoisie et en prenant en main la direction de cette société. Ils en ont la force, à condition qu'ils en prennent conscience.



Darmanin: la matraque et le bâillon

La campagne sécuritaire qui sature les ondes depuis des semaines a connu un nouveau rebondissement avec la menace de plainte du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, contre Audrey Pulvar, la tête de liste socialiste en Île-de-France, pour diffamation contre la police.

Darmanin reproche à Audrey Pulvar d'avoir osé affirmer, après la manifestation de policiers du 19 mai, qu'une manifestation

« soutenue par l'extrême droite, à laquelle participe un ministre de l'Intérieur, qui marche sur l'Assemblée nationale pour faire

pression sur les députés en train d'examiner un texte de loi concernant la justice, c'est une image qui pour moi était assez glaçante ». Précédemment, Pulvar avait aussi dénoncé à juste titre les morts imputés à la police, de Malik Oussekin en 1986, Zyed Benna et Bouna Traoré en 2005, Adama Traoré en 2016. Darmanin voudrait montrer qu'il ne laissera pas de telles paroles impunies. Il veut démontrer que le gouvernement n'est pas en retard sur la droite et Le Pen, quand il s'agit de déclarations d'amour aux forces de répression et de menaces contre ceux qui osent dire la vérité sur leurs agissements. Le fait que Darmanin a finalement annoncé ne pas porter plainte n'est dû qu'à l'inconsistance des motifs. La campagne politique demeure.

Depuis l'assassinat, le 5 mai, d'un policier à

Avignon par un trafiquant de drogue, politiciens, syndicats de police et médias mènent une agitation ininterrompue sur le risque de mourir pour le « service de la nation ». Bien entendu, le métier de policier comporte de tels risques, et surtout consiste à prendre de front une partie des pires aspects de la société. Pour autant, parler à longueur de journée de l'augmentation des assassinats de policiers, comme du prétendu laxisme de la justice, relève de la propagande. Non seulement le nombre de policiers tués en service a été divisé par trois en trente ans, mais le meurtre d'un policier est passible de la réclusion à perpétuité.

La manifestation policière du 19 mai a drainé nombre de politiciens, du RN à Fabien Roussel du PCF. Alors qu'un concours de démagogie et de surenchères fait déjà de la sécurité un

thème central de la vie politique, aucun ne veut rester en arrière.

La diversion sécuritaire évite d'avoir à parler de la réalité vécue par les classes populaires, qui subissent le délitement social dans les quartiers, mais surtout l'insécurité économique, avec les licenciements massifs et l'explosion de la précarité, l'insécurité au travail, l'insécurité et la violence sociales dont témoignent les cent femmes assassinées par an par leurs conjoints.

Mais le renforcement des forces de répression, la latitude laissée à la police de matraquer et à la justice d'emprisonner ne régleront aucun problème social. De plus, toute cette dérive autoritaire et son accompagnement idéologique voulant faire admettre l'arbitraire policier est lourde de menaces pour les travailleurs.

Thomas Baumer



Les valeurs républicaines des CRS, du RN... et d'Olivier Faure

« Drapeau français, Marseillaise, laïcité et maintenant la sécurité: rien de tout cela n'appartient à l'extrême droite. Les républicains, c'est nous, ceux qui ont toujours combattu la république, c'est eux. »

Dans une interview le 23 mai, le patron du Parti socialiste, Olivier Faure, s'est ainsi indigné que le RN lui aurait volé ses valeurs républicaines.

La république dont parle Faure est la république bourgeoise, celle qui défend la propriété privée des gros actionnaires et la dictature économique des capitalistes sur toute la société. C'est cette république, sa police et ses CRS qui répriment durement les classes populaires quand elles se battent pour avoir une vie

digne, comme en ont fait cruellement l'expérience les gilets jaunes et les travailleurs lors des grèves sur les retraites en 2019.

Ces compagnies républicaines de sécurité (CRS) ont d'ailleurs été créées en 1944 par un gouvernement dirigé par de Gaulle mais comprenant des ministres socialistes et du PCF. Une des premières missions de ces CRS fut de réprimer féroce, sous la houlette du ministre de l'Intérieur socialiste Jules Moch, les grèves de mineurs et de travailleurs en 1947 et

1948, tuant neuf ouvriers et faisant des milliers de blessés.

C'est aussi cette république qui a colonisé à la fin du 19^e siècle une grande partie de l'Afrique et de l'Asie, qui soutient aujourd'hui nombre de dictateurs et intervient avec son armée aux quatre coins de la planète, pour défendre les intérêts de ses grands groupes capitalistes.

Et rappelons, en cette période du 150^e anniversaire de la Commune de Paris, que c'est l'armée de la république qui, entonnant la *Marseillaise* et arborant le drapeau bleu-blanc-rouge, a massacré en 1871 près de 20 000 travailleurs en moins



Les CRS contre les mineurs en grève en 1948.

d'une semaine.

Les hommages à cette république bourgeoise, celle du drapeau français, des CRS et de la *Marseillaise*,

peuvent être laissés bien volontiers au PS, au RN et à n'importe quel autre parti bourgeois.

Arnaud Louvet

Justice: Dupond-Moretti en campagne

L'Assemblée nationale devait adopter mardi 25 mai le projet de loi Dupond-Moretti. Le ministre n'a pas ménagé la publicité pour cette réforme destinée, selon lui, à susciter une « confiance dans la justice ».

Premier accroc: le ministre a commencé par ajouter in extremis quelques mesures promises aux policiers par Castex et Darmanin, comme le renforcement des peines en cas de crime ou d'agression contre un policier ou un gendarme. Il a supprimé le rappel à la loi pour les délits mineurs, une peine sans inscription au casier judiciaire, décrétée

tout à coup inefficace.

Tout le reste est une liste de mesures plus ou moins techniques censées raccourcir les interminables procédures et protéger davantage les justiciables, leurs avocats et même les détenus comme, entre autres, un accès facilité au dossier, une audience filmée, une enquête préliminaire moins longue, l'ouverture de droits sociaux

pour les prisonniers. Et en même temps les remises de peine automatiques sont supprimées, des cours criminelles sans jury pour certains crimes devraient être généralisées et les procédures disciplinaires renforcées concernant les professionnels du droit.

En dehors de la volonté d'un ministre de la Justice soucieux de marquer son passage au gouvernement, et de plus en campagne électorale, le projet esquive la question du financement massif nécessaire pour que les tribunaux fonctionnent et que les prisonniers ne survivent pas dans les

conditions inhumaines de cellules surpeuplées.

Dupond-Moretti fait valoir une augmentation « historique » de 8 % du budget de la Justice, qui doit atteindre 8 milliards d'euros. Mais le point de départ est très bas. En novembre 2020, une association d'avocats, de greffiers et de magistrats lyonnais a assigné l'État en justice, en dénonçant le manque de personnel.

En 2021, l'État embauchera cinquante magistrats supplémentaires, au lieu de cent prévus en 2020, ainsi que cent greffiers au lieu de 413, ce qui ne

compense pas ou à peine les départs en retraite. Il recrutera aussi quelques centaines de contractuels. Encore faut-il qu'en cours d'année le ministère des Finances ne gèle pas les crédits promis.

Les justiciables vont rester encore longtemps condamnés aux années d'attente avant de voir leur affaire traitée, aux audiences expédiées après quinze minutes de plaidoirie, comme le dénonçait un avocat au tribunal de Bobigny, particulièrement démuni. Pas de quoi susciter la confiance!

Sylvie Maréchal

Avec Lutte ouvrière : faire entendre le camp des travailleurs

Les élections régionales auront lieu les 20 et 27 juin prochains. Pour le petit monde des politiciens, elles représentent un objectif important en termes de carrière et de liens à consolider avec la bourgeoisie locale, grande ou petite. Ce n'est pas le problème des candidats des treize listes Lutte ouvrière, ni de ceux de Combat ouvrier en Martinique

Travailleuses, travailleurs,

Même lorsque l'épidémie sera vaincue, ce dont nous sommes encore loin, les travailleurs auront toutes les raisons de craindre l'avenir que leur réserve le présent, en pire. La bourgeoisie, confrontée à la crise de son économie, poursuivra son offensive contre tous ceux qui vivent de leur travail. Nombre de grandes entreprises font des profits et la fortune de leurs gros actionnaires n'existe pas dans cette société d'exploitation, pour celles et ceux qui s'entassent dans les chaînes de production et sur les chantiers, autour des caisses des supermarchés, où le respect des gestes barrières est impossible. Il est plus difficile de supporter un confinement dans un logement exigu et surpeuplé que dans la villa avec jardin d'un quartier huppé. La gestion de la pandémie témoigne du profond mépris de la classe capitaliste et de son personnel politique pour les intérêts et les sentiments de la majorité. À leurs yeux, les travailleurs sont là pour travailler « quoi qu'il en coûte », faire tourner l'économie, rapporter du profit à une minorité privilégiée. Pas pour décider, ni contrôler, mais pour obéir, même lorsque leur santé et leur vie sont en jeu.

La pandémie, miroir des inégalités sociales

Le virus nous menace tous. Mais l'égalité n'existe pas dans cette société d'exploitation. Le risque d'attraper le Covid est plus grand pour celles et ceux qui s'entassent dans les transports

et en Guadeloupe. Ils savent que le bulletin de vote ne changera pas le sort du monde du travail. Par contre, il peut lui permettre d'exprimer la nécessité, pour les travailleurs, de se regrouper et de s'organiser pour défendre leurs intérêts vitaux, comme l'explique la profession de foi des listes Lutte ouvrière envoyée aux électeurs

publics, avant d'être regroupés sur les chaînes de production et sur les chantiers, autour des caisses des supermarchés, où le respect des gestes barrières est impossible. Il est plus difficile de supporter un confinement dans un logement exigu et surpeuplé que dans la villa avec jardin d'un quartier huppé. La gestion de la pandémie témoigne du profond mépris de la classe capitaliste et de son personnel politique pour les intérêts et les sentiments de la majorité. À leurs yeux, les travailleurs sont là pour travailler « quoi qu'il en coûte », faire tourner l'économie, rapporter du profit à une minorité privilégiée. Pas pour décider, ni contrôler, mais pour obéir, même lorsque leur santé et leur vie sont en jeu.

Une classe dirigeante irresponsable

La gestion capitaliste du système hospitalier – course à la rentabilité, réduction des effectifs, manque de matériel –, imposée à celles et ceux qui le font fonctionner, a privé les hôpitaux de moyens, bien avant que le Covid-19 fasse son apparition. Qui a agi en fonction des intérêts de la société? Les décideurs patentés de l'État de la bourgeoisie, ou

le personnel hospitalier qui proteste depuis des années contre les décisions dont nous payons le prix depuis un an? C'est à ceux qui font fonctionner la société de la diriger, pas à ceux qui vivent en parasites sur le travail des autres! Maintenant, il y a une solution: la vaccination. Et pourtant celle-ci a tardé. Combien de personnes sont mortes après la mise au point des vaccins, parce que les gouvernements se sont couchés devant la rapacité des trusts pharmaceutiques? Leur imposer, sous peine d'expropriation, de produire les vaccins dans les quantités nécessaires, dans l'urgence imposée par l'épidémie, est une nécessité sociale. Le pouvoir a imposé des contraintes drastiques à la population. Mais il n'a jamais été question de contrôler les laboratoires à produire les vaccins nécessaires. Il s'est prosterné devant le droit de propriété des brevets et le secret des affaires criminelles des actionnaires. Au-delà de Macron, tous les partis de la bourgeoisie ont en commun le respect religieux de l'organisation capitaliste de la société. Aucun n'ose attenter à la toute-puissance de l'argent, aux profits et au droit imprescriptible d'en faire en toutes circonstances, même lorsque cela se paie par des vies humaines.

Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes! (L'Internationale)

La guerre entre classes ne s'arrêtera que lorsque le monde du travail aura la conscience nécessaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Cette conscience et la confiance en leurs propres forces, les travailleurs ne pourront les acquérir que dans le combat pour défendre leurs intérêts, matériels et politiques. En se battant pour leurs intérêts, matériels et politiques, ils se battent pour le présent et l'avenir. Saisissons-nous de ces élections pour mettre en avant un programme de lutte:



Travailleuses, travailleurs,
Même lorsque l'épidémie sera vaincue, ce dont nous sommes encore loin, les travailleurs auront toutes les raisons de craindre l'avenir que leur réserve le présent, en pire. La bourgeoisie, confrontée à la crise de son économie, poursuivra son offensive contre tous ceux qui vivent de leur travail. Nombre de grandes entreprises font des profits et la fortune de leurs gros actionnaires n'existe pas dans cette société d'exploitation, pour celles et ceux qui s'entassent dans les chaînes de production et sur les chantiers, autour des caisses des supermarchés, où le respect des gestes barrières est impossible. Il est plus difficile de supporter un confinement dans un logement exigu et surpeuplé que dans la villa avec jardin d'un quartier huppé. La gestion de la pandémie témoigne du profond mépris de la classe capitaliste et de son personnel politique pour les intérêts et les sentiments de la majorité. À leurs yeux, les travailleurs sont là pour travailler « quoi qu'il en coûte », faire tourner l'économie, rapporter du profit à une minorité privilégiée. Pas pour décider, ni contrôler, mais pour obéir, même lorsque leur santé et leur vie sont en jeu.

La pandémie, miroir des inégalités sociales
Le virus nous menace tous. Mais l'égalité n'existe pas dans cette société d'exploitation, pour celles et ceux qui s'entassent dans les chaînes de production et sur les chantiers, autour des caisses des supermarchés, où le respect des gestes barrières est impossible. Il est plus difficile de supporter un confinement dans un logement exigu et surpeuplé que dans la villa avec jardin d'un quartier huppé. La gestion de la pandémie témoigne du profond mépris de la classe capitaliste et de son personnel politique pour les intérêts et les sentiments de la majorité. À leurs yeux, les travailleurs sont là pour travailler « quoi qu'il en coûte », faire tourner l'économie, rapporter du profit à une minorité privilégiée. Pas pour décider, ni contrôler, mais pour obéir, même lorsque leur santé et leur vie sont en jeu.

Une classe dirigeante irresponsable
La gestion capitaliste du système hospitalier – course à la rentabilité, réduction des effectifs, manque de matériel –, imposée à celles et ceux qui le font fonctionner, a privé les hôpitaux de moyens, bien avant que le Covid-19 fasse son apparition. Qui a agi en fonction des intérêts de la société? Les décideurs patentés de l'État de la bourgeoisie, ou le personnel hospitalier qui proteste depuis des années contre les décisions dont nous payons le prix depuis un an? C'est à ceux qui font fonctionner la société de la diriger, pas à ceux qui vivent en parasites sur le travail des autres! Maintenant, il y a une solution: la vaccination. Et pourtant celle-ci a tardé. Combien de personnes sont mortes après la mise au point des vaccins, parce que les gouvernements se sont couchés devant la rapacité des trusts pharmaceutiques? Leur imposer, sous peine d'expropriation, de produire les vaccins dans les quantités nécessaires, dans l'urgence imposée par l'épidémie, est une nécessité sociale. Le pouvoir a imposé des contraintes drastiques à la population. Mais il n'a jamais été question de contrôler les laboratoires à produire les vaccins nécessaires. Il s'est prosterné devant le droit de propriété des brevets et le secret des affaires criminelles des actionnaires. Au-delà de Macron, tous les partis de la bourgeoisie ont en commun le respect religieux de l'organisation capitaliste de la société. Aucun n'ose attenter à la toute-puissance de l'argent, aux profits et au droit imprescriptible d'en faire en toutes circonstances, même lorsque cela se paie par des vies humaines.

Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes! (L'Internationale)
La guerre entre classes ne s'arrêtera que lorsque le monde du travail aura la conscience nécessaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Cette conscience et la confiance en leurs propres forces, les travailleurs ne pourront les acquérir que dans le combat pour défendre leurs intérêts, matériels et politiques. En se battant pour leurs intérêts, matériels et politiques, ils se battent pour le présent et l'avenir. Saisissons-nous de ces élections pour mettre en avant un programme de lutte:

Travailleuses, travailleuses,
Le bulletin de vote ne peut imposer des changements fondamentaux. Mais c'est un moyen de s'exprimer. Dites votre opposition à tous les partis qui représentent les intérêts politiques de la classe capitaliste!

Faites entendre le camp des travailleurs! Ils constituent la seule classe capable de renverser le pouvoir des conseils d'administration des grandes entreprises et des banques, et de réorganiser la société en mettant fin à la dictature du grand capital et à tous les privilèges de classe!

Votez et faites voter pour la liste Lutte ouvrière conduite par Nathalie ARTHAUD
Affiniez de voter pour des politiciens qui veulent gérer le capitalisme et les affaires de la bourgeoisie.
Exprimez votre rage et un ordre social qui mène à l'humanité et à la catastrophe.
Nathalie Arthaud, Béatrice Roguier
Lutte ouvrière - BP 20020 - 93001 PANTIN CEDEX

de la bourgeoisie. Cette conscience et la confiance en leurs propres forces, les travailleurs ne pourront les acquérir que dans le combat pour défendre leurs intérêts, matériels et politiques. En se battant pour leurs intérêts, les travailleurs se battent pour tous ceux qui subissent la loi du grand capital. Ils se battent pour le présent et l'avenir. Saisissons-nous de ces élections pour mettre en avant un programme de lutte:

- Contre le chômage qui menace les travailleurs et pourrait toute la société, sa jeunesse, son avenir, il faut répartir le travail entre tous sans diminution de salaire.
- Contre la pauvreté, il faut augmenter les salaires, les retraites et les allocations, et les garantir en les indexant sur le coût de la vie.
- Contre la domination capitaliste, contre la loi du profit et ses conséquences désastreuses, il faut que les travailleurs imposent leur contrôle sur les entreprises et sur toute l'économie.

leur contrôle sur les entreprises et sur toute l'économie.

Travailleuses, travailleurs,

Le bulletin de vote ne peut imposer des changements fondamentaux. Mais c'est un moyen de s'exprimer.

Dites votre opposition à tous les partis qui représentent les intérêts politiques de la classe capitaliste!

Faites entendre le camp des travailleurs!

Ils constituent la seule classe capable de renverser le pouvoir des conseils d'administration des grandes entreprises et des banques, et de réorganiser la société en mettant fin à la dictature du grand capital et à tous les privilèges de classe!

Votez et faites voter pour la liste Lutte ouvrière

Lutte ouvrière Faire entendre le camp des travailleurs

Rassemblement festif
Dimanche 13 juin de 9h à 20h

à 15h meeting avec Nathalie Arthaud

Avec les candidats aux élections régionales

Presles (Val-d'Oise)

Participation aux frais 5€ ou plus en soutien

Dimanche 13 juin à Presles: meeting avec Nathalie Arthaud et rassemblement festif

Le 13 juin, de 9 heures à 20 heures, aura lieu un rassemblement de soutien aux listes Lutte ouvrière, avec à 15 heures une allocution de notre porte-parole, Nathalie Arthaud. Ce ne sera pas la fête habituelle de Lutte ouvrière,

même si ce rassemblement sera aussi festif et se tiendra au même endroit, à Presles dans le Val-d'Oise. Ce sera aussi une occasion, la première, de se retrouver, de débattre, d'échanger, après de longs mois où tout cela a été difficile. La participation aux frais est d'un minimum de 5 euros par personne. Les

cartes sont disponibles auprès des militants ou peuvent être commandées en ligne sur le site Lutte ouvrière. L'entrée est libre pour les mineurs de moins de 14 ans accompagnés. Chaque participant (de plus de 11 ans) devra présenter à l'entrée son pass sanitaire, soit à l'heure actuelle:

- la preuve d'un test (PCR ou antigénique) récent,
 - ou le certificat de vaccination complète,
 - ou le certificat de rétablissement du Covid-19.
- On trouvera dans ce journal et sur le site Internet de Lutte ouvrière, au fur et à mesure, les nombreuses précisions à venir sur ce rassemblement.

La liste Lutte ouvrière en Occitanie

Comme dans les autres régions, Lutte ouvrière présente une liste aux élections régionales en Occitanie. Elle est conduite par Malena Adrada, professeure des écoles.

Les 184 candidats de cette liste sont des travailleuses et des travailleurs, des ouvriers, des enseignants, des employés, des techniciens, du personnel de santé, des postiers, des retraités, des chômeurs, tous militants ou sympathisants de notre courant.

Comme l'ensemble du monde du travail, ils ont pris de plein fouet la crise sanitaire qui a aggravé la crise économique. Ils subissent le chômage, total ou partiel, les difficultés du confinement et le travail « quoi qu'il en coûte » : les contraintes et les difficultés sont essentiellement pour les classes populaires.

Plus d'un an après la première vague, on manque toujours de lits de réanimation et surtout de personnel dans toute la région. Pour accueillir les malades du Covid, le CHU de Toulouse a dû réduire l'activité chirurgicale et médicale de 50 %, en déprogrammant de nombreuses interventions, tout comme celui de Montpellier, ce qui va entraîner des pertes de chances pour les malades.

Alors, il n'est pas question pour Lutte ouvrière de disserter sur la meilleure politique régionale, comme

si c'était là le sujet essentiel. Cette élection est une occasion de « faire entendre le camp des travailleurs », dans ces circonstances particulièrement difficiles pour le monde du travail.

Dans la région, l'aéronautique regroupe des dizaines de milliers de travailleurs. Eh bien, pour le patronat de ce secteur, il n'est pas question de voir ses profits amputés, même en temps de crise. Il mène la guerre aux travailleurs pour la leur faire payer et réorganiser la filière à leurs dépens. Selon l'Insee, et sans compter les intérimaires jetés à la rue, en 2020 il y aurait eu 6250 suppressions d'emplois dans

la filière aéronautique de la région. Les prestataires et sous-traitants auraient perdu 7,5 % de leurs effectifs. Que ce soit en Haute-Garonne, en Ariège, dans le Lot, la liste est longue des entreprises qui suppriment des emplois : Airbus, Liebherr Aerospace, Daher, Derichebourg, Latelec, AKKA, Diehl Aviation, Figeac Aero, Aubert et Duval, CMT+, SimAIR, Cauquil, T-Systems, MKAD, etc.

Pour des milliers de travailleurs, c'est le chômage et, pour ceux qui ont gardé un emploi, ce sont des salaires amputés, des conditions de travail dégradées, et la menace de perdre son emploi.

L'offensive patronale ne s'arrête pas à l'aéronautique. Dans l'Aveyron, les dirigeants de l'usine Bosch de

Rodez annoncent 750 suppressions d'emplois. Quant aux 357 salariés de la fonderie Sam, ils sont toujours sur la sellette à Decazeville.

Les principaux donneurs d'ordres, Airbus, Safran, Thales, Air France, Dassault, Renault, dont les actionnaires ont accumulé des fortunes pendant des années, ont reçu des milliards d'aides de l'État. Et le conseil régional a fait la seule chose qu'il sait faire : il leur a ajouté des millions.

Les travailleurs n'ont pas à accepter cela. Répartir le travail entre tous sans perte de salaire et prendre sur les profits accumulés pour payer à tous un salaire décent : voilà les objectifs de lutte des travailleurs et le programme que Lutte ouvrière met en avant dans ces élections.



À Maubeuge et Fourmies : "s'en prendre au grand capital"

Samedi 22 mai, Nathalie Arthaud était en visite à Maubeuge et en même temps, par la magie de la visio-conférence, à Fourmies, dans cette partie du Nord particulièrement ravagée depuis longtemps par le chômage.

Au cours d'un débat avec Nathalie, une militante de Maubeuge a exprimé son inquiétude devant la montée des préjugés racistes et du vote RN d'une part, et devant une colère exprimée contre les « Blancs », sans distinction de classe, d'autre part. Plusieurs présents ont souligné que la lutte contre les préjugés ne pouvait se séparer de la lutte contre le capitalisme et que les idées réactionnaires reculeront si les travailleurs reprennent le chemin de la lutte de classe. Dans les entreprises, les travailleurs sont poussés à s'entraider, à s'unir, pour simplement résister à l'exploitation,

a souligné Nathalie. C'est de cette expérience quotidienne qu'il faut partir pour refuser la division entre travailleurs, plus efficacement que toutes les considérations morales.

Un militant de Fourmies a posé la question qui taraude beaucoup : comment faire pour que les gens se mobilisent ? La recette miracle n'existe pas, mais les travailleurs finissent toujours pas se révolter, comme ils l'ont montré bien des fois. La vraie question est alors : avec quels objectifs, quelle politique, quelle direction ? Les discussions d'aujourd'hui doivent servir à préparer les combats de demain. Dès maintenant, les travailleurs doivent prendre conscience qu'il n'y aura pas d'issue sans contester au grand capital son pouvoir sur la société. L'affirmer est bien le sens de notre campagne et de tout notre combat.

Correspondant LO

À Valenciennes : "Il faut le contrôle ouvrier!"

Le même jour, près de Valenciennes, s'est tenue une rencontre Lutte ouvrière en présence de Nathalie Arthaud, Éric Pecqueur, tête de liste en Hauts-de-France, et Édith Weisshaupt, tête de liste du Nord, tous deux ouvriers chez Toyota.

Plusieurs participants ont dénoncé les attaques du patronat contre les travailleurs, en particulier l'utilisation de toutes sortes de contrats, comme l'apprentissage, pour payer des jeunes une misère.

La discussion a aussi porté sur les discours des politiciens qui cherchent à opposer ceux qui ont un travail et ceux qui sont au chômage. Au point que parfois des chômeurs ne se voient plus comme des travailleurs et se demandent comment se reconnaître dans une liste Lutte ouvrière. Cela fait partie du combat des communistes révolutionnaires de lutter contre ces idées qui divisent et d'y opposer

la conscience que tous ceux qui n'exploitent personne, et qui n'ont que leurs bras et leur cerveau pour gagner leur vie, peuvent être fiers d'appartenir au « camp des travailleurs » qui font tout tourner dans la société.

Des doutes et des inquiétudes face à la vaccination ont été exprimés. C'est pourtant une avancée majeure dont il faut se servir, même si la méfiance est compréhensible tant il est vrai que dans tous les domaines économiques il faut refuser de faire confiance aux capitalistes, qui organisent le travail et la production pour faire le maximum de profits, au détriment de la qualité et de la sécurité.

« La question de la sécurité des produits ne pourra être résolue que par la prise de contrôle de la production par les ouvriers. Et ça, c'est justement le combat des militants communistes que nous sommes ! », a conclu Nathalie.

Correspondant LO

Réunions publiques

Samedi 29 mai

Strasbourg

16 heures, avec Nathalie Arthaud et Louise Fève

Mardi 1^{er} juin

Bordeaux

18 heures, avec Nathalie Arthaud, Guillaume Perchet, Fanny Quandalle

Jeudi 3 juin

Nantes

18 heures, avec Nathalie Arthaud et Eddy Le Beller

Dimanche 6 juin

Marseille

15 heures, avec Nathalie Arthaud et Isabelle Bonnet

Mercredi 9 juin

Lille

19 heures, avec Nathalie Arthaud et Éric Pecqueur

Grenoble

18 h 30, avec Chantal Gomez

Poitiers

18 h 30, avec Guillaume Perchet et Patrice Villaret

Jeudi 10 juin

Toulouse

18 h 30, avec Nathalie Arthaud, Malena Adrada et Olivier Le Penven

La Rochelle

18 heures, avec Guillaume Perchet et Antoine Colin

Vendredi 11 juin

Dijon

18 heures, avec Nathalie Arthaud et Claire Rocher

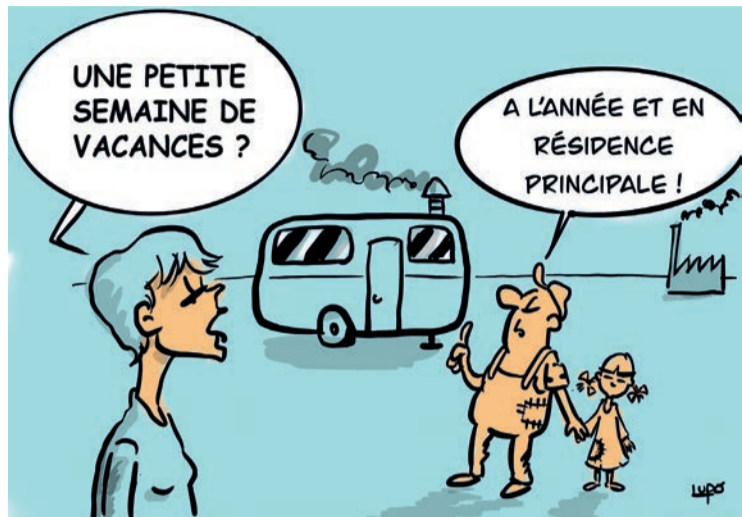
Samedi 12 juin

Belfort

15 heures, avec Nathalie Arthaud et Claire Rocher

Sur <https://www.lutte-ouvriere.org/regionales> nos lecteurs trouveront les détails de ces rendez-vous, ainsi que la liste complète des réunions de nos listes.

Logement: une ministre ne fait pas le printemps



Interrogée à France-Inter le 21 mai, la ministre du Logement, Emmanuelle Wargon, a confirmé que la trêve hivernale prendrait bien fin le 1^{er} juin. Les 30 000 familles expulsables, selon ses chiffres, le seront donc dans les mois qui viennent.

En revanche, la ministre a garanti que les 200 000 hébergements d'urgence, ouverts notamment en raison de la pandémie, le resteront jusqu'au printemps prochain, voire que d'autres seraient mis en place. Ce plan coûterait 700 millions d'euros, a dit fièrement la ministre, préparant manifestement l'argumentaire des candidats macronistes et de Macron lui-même pour les prochaines élections.

Mais que sont ces 200 000 places, alors qu'il y avait au moins 300 000 sans-logis avant la crise et que leur nombre augmente au rythme de l'appauvrissement de la population? Que sont 700 millions d'euros pour loger un demi-million de personnes au vu des centaines de milliards que l'État offre à une poignée de milliardaires?

La ministre ne craint

ni la poursuite de la crise du logement ni le ridicule car, dit-elle, l'activité va reprendre, les salaires vont augmenter, les familles vont de nouveau pouvoir payer leur loyer. Donc il serait inutile de mettre les bâtiments vides à la disposition des mal-logés, inutile de contraindre les communes riches à construire leur part prétendument obligatoire de logements sociaux, inutile de réquisitionner terrains et moyens pour édifier les centaines de milliers de logements manquants.

Il est en fait inutile pour les familles populaires d'attendre autre chose de ce gouvernement que des boniments et des discours d'autopromotion, en matière de logement comme en toute autre matière.

Paul Galois

Maisons-Alfort: mobilisation des locataires

Dans le quartier populaire de Liberté Vert-de-Maisons à Maisons-Alfort, 227 familles ont reçu de leur bailleur In'Li un courrier leur indiquant que leur logement ne serait plus conventionné à partir de juin 2022.

La convention entre un bailleur et l'État impose le plafonnement des loyers. À l'inverse, le déconventionnement signifie qu'au renouvellement de contrat le bailleur peut aligner le loyer sur ceux des logements voisins, ou mettre fin au contrat pour vendre l'appartement. In'Li entend profiter de la spéculation immobilière liée à l'arrivée du Grand Paris Express et de la ligne 15 du métro pour exiger des travailleurs qui habitent ce quartier qu'ils payent des loyers à la hausse.

Depuis fin avril, des locataires ont organisé la riposte. Le 25 avril, une assemblée de 40 d'entre eux a voté comme revendication: « Non au déconventionnement. Non aux hausses de loyers. » Ils ont élu un collectif de 20 membres chargé de mettre en œuvre la riposte

et fait signer une pétition par l'immense majorité des locataires. Ils ont financé et distribué des milliers de tracts, au RER, devant les supérettes et dans les boîtes aux lettres des autres HLM du quartier. Ils ont expliqué que, si In'Li parvient à déconventionner, d'autres bailleurs voudront suivre son exemple. Les commerçants du quartier ont affiché leur soutien.

Une assemblée de 60 habitants le 16 mai a constaté que, si le maire Olivier Capitanio, dirigeant du parti Les Républicains du Val-de-Marne, avait bien envoyé un courrier à In'Li lui demandant de revenir sur ce déconventionnement, il n'avait obtenu aucun résultat. Pourtant, le dirigeant d'In'Li est proche de lui puisqu'il s'agit de Benoist Apparu, ex-ministre du Logement de Sarkozy et membre lui aussi du

parti LR.

Le maire n'ayant pas répondu aux demandes du collectif de venir rencontrer les habitants dans le quartier, une manifestation a été organisée pour le trouver en mairie le samedi 22 mai.

Un cortège très dynamique de 60 personnes a alors traversé les cités puis le centre-ville de Maisons-Alfort, aux cris de « Nos salaires sont bloqués, nos pensions sont bloquées, pas de hausse de loyers! », « Le logement est vital, il doit rester social! », ou encore « Un logement, c'est fait pour habiter, pas pour spéculer! » Le maire, pourtant prévenu trois jours avant, était aux abonnés absents, mais cela n'a pas entamé le moral des participants.

Le lendemain, ayant reçu une invitation à une rencontre avec le maire, l'assemblée élisait 18 représentants et votait aussi l'organisation d'un rassemblement au siège d'In'Li à La Défense.

Correspondant LO



Manifestation des locataires, le 22 mai, dans les rues de Maisons-Alfort.

Clichy-la-Garenne: non au chantage des bailleurs

Fin 2020, les bailleurs sociaux Batigère, Erilia et Courtois, qui gèrent la résidence des Bateliers de Clichy-la-Garenne, dans les Hauts-de-Seine, relancent leur projet de financement de sa réhabilitation.

Une partie des espaces verts serait vendue à Cogedim, un promoteur privé, avant l'été 2021, pour la construction de cinq bâtiments de logements du secteur privé.

Depuis la construction de la résidence, dans les années 1970, aucune rénovation n'a été faite, malgré la demande de l'association des locataires, et les bâtiments se sont dégradés. À

leur demande de rénovation, leur bailleur répondait que pour l'instant leurs loyers servaient à la rénovation d'autres logements. Quand enfin il a été question de rénovation, en 2019, ça a été la douche froide, avec le chantage des bailleurs sociaux. La vente des espaces verts contre la réhabilitation indignait les locataires et ils se mobilisent, avec des informations à

l'ensemble des locataires et aux riverains, des pétitions, des banderoles aux fenêtres, une lettre au maire, l'interpellation des élus et des médias, la création d'un site...

En juillet 2019, le maire divers droite répondait aux locataires qu'il n'avait jamais eu vent du projet et leur écrivait: « Dès que j'ai entendu vos inquiétudes, j'ai rencontré Batigère pour lui faire savoir que je n'autoriserai aucune tentative de densification dans les espaces verts qui ceignent votre résidence ni à proximité immédiate. ». Le projet semblait arrêté.

Il faut dire que dans ce quartier, donc à proximité immédiate, au moins trois nouvelles résidences viennent de sortir de terre. En matière de densification, le maire s'y connaît donc! Depuis 2014, les projets immobiliers privés se multiplient et un grand nombre d'habitants pensent, avec juste raison, que ce n'est pas pour loger les « premiers de corvée ».

Depuis fin 2020, quand les bailleurs sociaux ont relancé leur projet, les représentants des locataires ont remobilisé les habitants. Des réunions ont lieu. Lors d'une enquête, 109 locataires sur

175 se sont prononcés pour une réhabilitation sans hausse de loyer et refusent la vente des espaces verts et toute construction nouvelle d'immeubles. L'atelier banderoles a repris de l'activité. Des calicots « Stop béton », « Réhabilitation sans vente ni construction », « Solidaires avec nos voisins et leurs arbres » fleurissent balcons et pelouses de la résidence.

Les locataires préparent une manifestation samedi 29 mai en direction de la mairie, où une délégation a demandé à être reçue par le maire.

Correspondant LO

Pass Culture : une macronnade de plus

Vendredi 21 mai, Macron s'est déplacé jusqu'à Nevers, accompagné de Roselyne Bachelot, pour lancer le Pass Culture destiné à tous les jeunes de 18 ans, sans condition de ressources.

Testé depuis deux ans dans quatorze départements, ce Pass va être généralisé à l'ensemble du pays, mais son montant diminue, passant de 500 à 300 euros pouvant être dépensés sur deux ans, et ensuite la manne s'arrêtera. Il pourra être utilisé pour acheter des billets de cinéma, de musée ou de spectacle, ainsi que des livres, des disques, du matériel numérique, et payer des cours artistiques.

Cependant, pour avoir accès à certains plateformes vidéo, il faudra qu'elles soient françaises. Cocorico, chante le coq Macron ! Il n'y a pourtant pas de quoi se féliciter.

Tant mieux pour les jeunes s'ils peuvent se permettre quelques distractions avec cet argent, même si cela ne va pas chercher loin, quand on connaît le prix de certains concerts ou matériel. Mais la ficelle est quand même un peu grosse

et on voit bien qu'une fois de plus Macron cherche avant tout à soigner son image par une mesure tape-à-l'œil qui n'a rien à voir avec les attentes des jeunes.

Ceux qui font des études s'angoissent à la perspective d'avoir perdu une année et de devoir reculer d'autant leur recherche d'un travail. En attendant, il leur faut continuer à se nourrir et à payer un loyer, quand la famille n'habite pas sur place. Ils sont nombreux à en être réduits à faire la queue pour recevoir de la nourriture fournie



par des organisations humanitaires, n'ayant même pas les moyens de se payer de quoi manger. Quant aux jeunes travailleurs, leur avenir est carrément bouché, entre les petits boulots mal payés finissant sur un licenciement et le chômage.

Ouvrir la culture aux jeunes, ce n'est pas un peu d'argent lancé une fois pour toutes devant des caméras de télévision. C'est, pour commencer, donner des moyens aux établissements scolaires, pour permettre aux jeunes de s'épanouir dans les meilleures conditions possibles; ensuite, les former pour qu'ils puissent avoir un emploi suffisamment rémunéré pour vivre décemment, avoir du temps pour eux et l'envie de développer leurs connaissances. Mais ce n'est pas de végéter dans une société étriquée ne valorisant que l'esbroufe, l'argent et le luxe inutile aux dépens des talents, en échange tout au plus d'une aumône.

Marianne Lamiral

Comme une marque de lessive

En vue de sa réélection, Macron a entamé une campagne de séduction auprès des jeunes. Il y a bien entendu une liste de promesses creuses, mais personne n'y croit. Il y a aussi quelques dépenses, comme le Pass Culture, mais c'est vite passé.

Alors il reste les bonnes vieilles méthodes de la pub

et de la com.

Peu importe le contenu exact de la campagne, du moment qu'on y voit le produit, Macron, et qu'il est identifié par la cible visée, les jeunes. D'où le passage chez des Youtubers, assurant des millions de vues depuis le 23 mai, la mise en scène depuis l'Élysée, les plaisanteries sur le football

et le coup de fil à Kylian Mbappé. Après une campagne bien menée, en montrant à un jeune la photo de Macron, on doit obtenir la réponse: «C'est le type qui passe chez Mc Fly et Carlito et qui a le 06 de Mbappé.» Puisque cela fait un siècle que cela marche pour le dentifrice et la lessive, les publicitaires ne doutent

pas que cela marchera avec Macron.

Ce brillant raisonnement de l'équipe de communication de l'Élysée oublie que le brossage des dents est une nécessité quotidienne, bien plus qu'une ration de Macron. Pire même, l'abus de marchandise peut provoquer le rejet.

P. G.

Soignants : macabre démagogie

Macron vient d'annoncer qu'un statut de « mort pour le service de la république » serait créé, notamment pour les soignants victimes du Covid.

Cela permettrait aux enfants de ces employés publics «*décédés dans des circonstances exceptionnelles au service du bien commun*» d'être pris en charge

matériellement par l'État.

Pense-t-il que cela suffira pour que les soignants oublient les conditions folles dans lesquelles ils ont dû travailler pour faire face à

la pandémie, les hôpitaux surchargés, le manque dramatique de personnel et de moyens ? Qu'ils oublient la pénurie de masques ? Qu'ils ne se souviennent plus d'avoir été exposés à la contamination sans protection au cours de la première vague ? Alors que même les surblouses manquaient, ils étaient obligés de sauver des vies en revêtant des sacs poubelles !

Cette république et ses gouvernements, si prompts à canaliser l'argent public vers les fortunes privées, ont supprimé des lits d'hôpital par milliers chaque année. Ils ont organisé l'étranglement financier des hôpitaux publics et laissé les déserts médicaux s'étendre.

Les soldats envoyés se faire tuer sur les champs de bataille ont pour tout remerciement leur nom sur un monument, avec la mention «mort pour la France». Macron a à peu près la même considération pour les soignants qu'il a envoyés au casse-pipe.

Lucien Déroit

Le RN et les impôts : au service des capitalistes

Lors d'une interview le 21 mai sur France 2, le vice-président du RN et tête de liste aux élections régionales en Normandie, Nicolas Bay, s'est prononcé pour baisser encore plus le peu d'impôts que paie encore le patronat.

En clair, il propose de continuer et d'aggraver la politique fiscale actuelle du gouvernement.

Il a ainsi déclaré qu'il faut «*libérer l'initiative économique: baisser les charges, la fiscalité, les contraintes, l'accumulation de normes*». Et d'ajouter: «*De manière générale, il faut prendre moins aux entreprises comme aux particuliers.*»

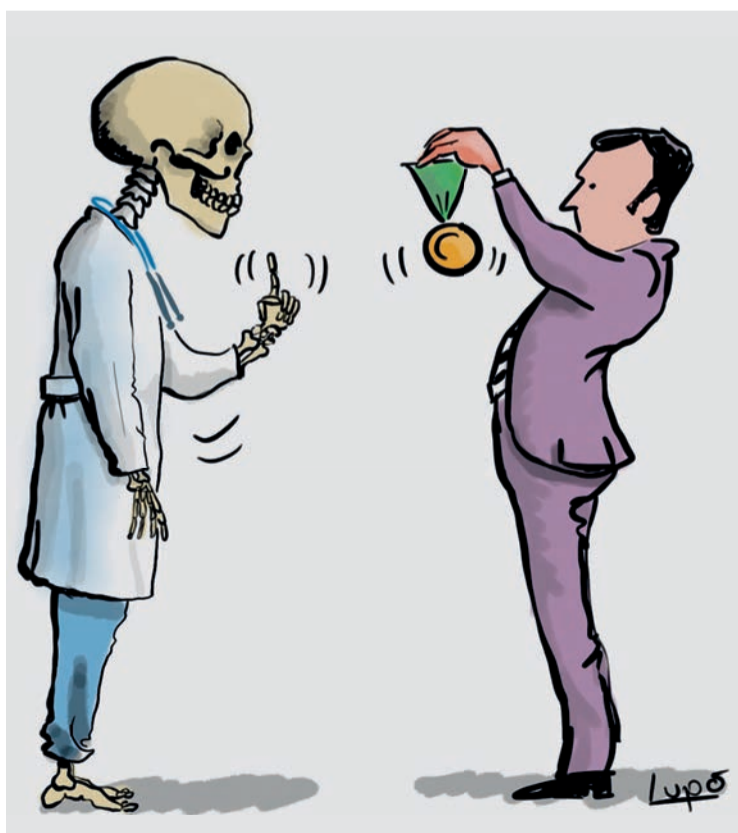
Cette politique fiscale propatronale n'est pas propre à Macron ou au RN. C'est un rouleau compresseur que tous les gouvernements appliquent depuis des années, qu'ils soient de droite ou de gauche. En quarante ans, chacun à son tour, ils ont par exemple diminué l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le faisant passer de 50 % en 1981 à 28 % actuellement.

Comme les autres politiciens bourgeois, Bay a prétexté qu'il fallait augmenter

ces cadeaux aux patrons «pour faire de l'emploi» et pour lutter contre le chômage : avec le succès que l'on sait, puisque le chômage n'a cessé de s'accroître ces trente dernières années. Car, comme toujours, ces aides finissent dans la spéculation et dans les coffres des gros actionnaires. De plus, ces dizaines de milliards de cadeaux sont autant d'argent en moins que l'État met dans ce qui est vital pour les classes populaires et la population, autant de coupes drastiques dans la santé, l'éducation et les transports publics.

Ceux qui sont tentés par le RN parce que l'on ne l'aurait jamais vu au pouvoir, se trompent. La politique propatronale et antiouvrière qu'il préconise est en fait appliquée depuis des lustres par tous les gouvernements qui se sont succédés.

Arnaud Louvet



Israël-Palestine : guerre et occupation sans fin



Le 22 mai à Tel Aviv, des slogans de solidarité entre Juifs et Palestiniens.

Sous la pression américaine, le gouvernement israélien a accepté de mettre fin, à compter du vendredi 21 mai, à ses bombardements sur la bande de Gaza, le Hamas quant à lui s'engageant à cesser ses tirs de roquettes.

Le système d'interception de missiles d'Israël, aussi efficace soit-il, n'a pas empêché ces tirs de faire 12 victimes parmi sa population. En montrant qu'il pouvait cibler la population des villes d'Israël, le Hamas voulait exploiter politiquement l'indignation des Palestiniens face à la répression menée par la police israélienne sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem. Mais le bilan du terrorisme pratiqué à grande échelle par l'État israélien est sans

commune mesure avec celui du Hamas : les missiles, obus et drones israéliens ont tué plus de 240 Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, souvent des familles entières.

Pour les deux millions d'habitants de l'enclave de Gaza, le cessez-le-feu ne signifie pas la fin du calvaire. Selon les décomptes des Nations unies, 24 centres de

santé, 50 établissements éducatifs ainsi que le seul laboratoire de dépistage du Covid-19 ont été touchés par les bombardements. L'eau, le fuel, l'électricité, le béton manquent dramatiquement. Pour autant les autorités israéliennes n'ont pas annoncé un allègement du blocus qu'elles imposent depuis des années à ce territoire.

Ce cessez-le-feu ne peut que représenter une trêve toute relative avant de nouvelles explosions de violences, car rien de ce qui est à l'origine de l'actuelle escalade meurtrière n'est résolu. Le sort des résidents palestiniens de Cheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, menacés d'expulsion au profit de colons juifs, est toujours suspendu à la décision d'un tribunal israélien. Les manifestations de Palestiniens pour s'opposer à la colonisation rampante de la partie arabe de Jérusalem et de la Cisjordanie se sont poursuivies, malgré la répression des soldats israéliens dont les tirs ont fait plus de 25 morts.

De son côté, le Premier ministre israélien a trouvé un intérêt quasiment personnel à prolonger l'état de guerre. Alors que les élections de

mars ne lui avaient pas permis de dégager une majorité et que son avenir politique paraissait compromis par ses démêlés judiciaires, Netanyahu espère que le réflexe d'union provoqué par le conflit l'aidera à se maintenir au pouvoir. Son attitude n'est peut-être pas pour rien dans la brutale montée des tensions. Mais, quel que soit le futur dirigeant du gouvernement, il sera l'otage des partis d'extrême droite qui, grâce au nombre de leurs députés au Parlement, sont en situation d'exiger notamment une nouvelle accélération de la colonisation.

Une partie de la population israélienne est heureusement consciente de l'impasse dans laquelle on l'enfoncé. Une manifestation a réuni plusieurs milliers de personnes samedi 22 mai dans le centre de Tel-Aviv pour appeler à la coexistence entre Juifs et Arabes et revendiquer l'égalité des droits. C'est dans la voie d'une lutte commune, tant contre le colonialisme de l'État israélien que contre l'oppression subie par les Palestiniens, que réside le seul espoir pour les populations palestinienne et israélienne.

Marc Rémy

Mali : l'armée fait sa loi

Lundi 24 mai, des militaires maliens ont arrêté le Premier ministre, Moctar Ouane, et le président de la République, Bah N'Daw, pour les conduire au camp militaire de Kati. La junte militaire dirigée par Assimi Goïta a ainsi rappelé aux hommes qu'elle avait placés à la tête de l'État qu'ils n'étaient là que pour faire de la figuration.

C'est le 18 août dernier que les putschistes dirigés par le colonel Assimi Goïta avaient renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta. Une junte militaire avait pris la direction du pays mais, pour sauver les apparences vis-à-vis des grandes puissances, elle avait ensuite porté à la présidence Bah N'Daw, un militaire à la retraite, et au poste de Premier ministre Moctar Ouane, un cheval de retour de la politique malienne. Derrière cette façade, Assimi Goïta et ses hommes étaient toujours présents,

occupant les quatre ministères dévolus aux militaires : Défense, Sécurité, Administration territoriale et Réconciliation nationale. Ils n'ont pas supporté que Moctar Ouane prétende remplacer deux d'entre eux, Sadio Camara et Modibo Koné, à la Défense et à la Sécurité, par des généraux moins liés à la junte.

Ce coup de force intervient alors qu'une grève paralyse le pays, et en particulier le secteur public. Elle a été lancée le 17 mai par l'Union



Annnonce de la grève générale.

nationale des travailleurs du Mali (UNTM), le principal syndicat, et elle est largement suivie, notamment dans les banques, le Trésor, la douane et les impôts. Les hôpitaux et les écoles sont également en grève. Les travailleurs réclament des augmentations de salaire, des primes et des indemnités, et l'UNTM menace d'une grève illimitée. Le mécontentement est général, et c'est pour tenter d'y faire face que Moctar Ouane avait entrepris le remaniement ministériel qui l'a mené au camp de Kati.

Les dirigeants français ont décidément bien du mal au Mali, non seulement avec les djihadistes mais aussi avec les gouvernements que soutient leur armée. Hollande s'était acharné en 2013 à mettre en place un

président « démocratiquement élu », Ibrahim Boubacar Keïta. Il a été renversé par un coup d'État militaire. Macron, son successeur, a fait contre mauvaise fortune bon cœur, condamnant d'abord le putsch d'août dernier, pour rapidement accepter les nouveaux maîtres quand ils eurent promis des élections en 2022. Voilà maintenant que ceux-ci flanquent en prison le chef de l'État et son Premier ministre, laissant mal augurer de la poursuite du fameux « processus démocratique ».

L'armée française étant au Sahel pour défendre les intérêts de l'impérialisme, elle n'est pas trop regardante sur les régimes qui sévissent sous son aile.

Daniel Mescla

Lisez *Lutte de classe* revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 216 (mai 2021) :

- Lutte ouvrière dans les élections régionales
- Tribune des généraux : l'État, « une bande d'hommes armés »
- Biden : essai de relance d'un capitalisme empêtré dans sa crise
- Irlande du Nord : les émeutes des jeunes loyalistes et le Brexit
- Porte-conteneurs géants : le commerce mondial à la merci d'un coup de vent
- La prison : un rouage de l'ordre social

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Tadjikistan-Kirghizistan : les frontières aggravent la misère et les conflits

Fin avril, début mai, le Tadjikistan et le Kirghizistan, deux anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, se sont à nouveau affrontés dans une région frontalière contestée. Aux heurts entre des civils ont vite succédé des tirs entre les deux armées.

Le bilan provisoire des combats, les plus violents depuis que l'URSS a disparu en 1991, est de plusieurs dizaines de morts, de centaines de blessés et de 11 500 personnes déplacées. Cela du seul côté kirghize, car l'autre camp n'a fourni aucun chiffre sur les victimes tadjikes.

Après une première trêve non respectée, ce bilan risque encore de s'alourdir. Et personne ne fait semblant de croire qu'une énième rencontre entre dirigeants tadjiks et kirghizes puisse éliminer les motifs de tension entre les peuples qui se partagent la région.

Kirghizes, Tadjiks et Ouzbeks notamment vivent depuis des siècles, et de façon étroitement entremêlée dans la vallée de Ferghana très peuplée (11 millions d'habitants) qui vient de se réenflammer. Mais la fin de l'URSS a vu s'ériger des frontières plus ou moins hermétiques entre ces populations, là où il n'y en avait pas. Dans cette mosaïque de nationalités située au cœur de l'Asie

centrale, des populations se sont trouvées discriminées, marginalisées dans des États qui, se voulant celui de l'ethnie majoritaire, n'ont cherché à s'affirmer que contre « les autres ».

Là où les divisions et subdivisions de l'URSS n'avaient de signification qu'administrative et n'entravaient pas la circulation des personnes, des troupeaux et des marchandises, il y a maintenant de nombreuses enclaves sans continuité territoriale avec l'État dont elles dépendent. Ainsi, un des motifs du conflit actuel est que les autorités tadjikes auraient coupé la liaison entre une de ces enclaves kirghizes et le reste du Kirghizistan.

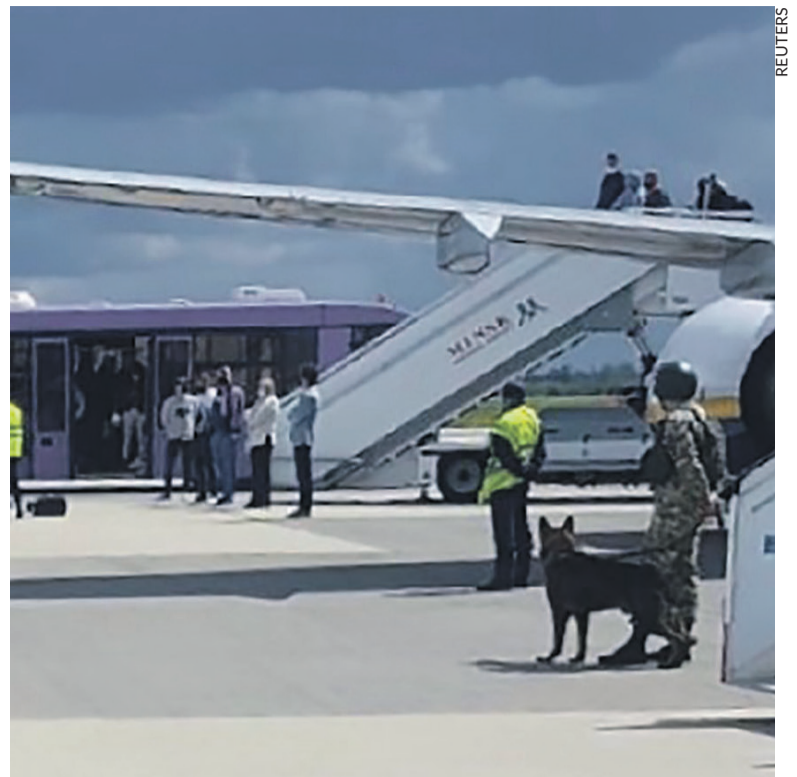
Les deux pays contestant un tiers du tracé de leur frontière, c'est l'accès à l'eau et aux terres de la fertile vallée de Ferghana qui est en jeu, un accès que les nouvelles barrières étatiques ne permettent plus comme avant, voire interdisent à certaines populations.

Les dirigeants des régimes autoritaires, sinon

dictatoriaux et mafieux, qui tiennent la région en tirent prétexte pour faire croire à « leur » peuple, qu'ils le défendent contre ses voisins, à l'extérieur comme à l'intérieur. Ils espèrent ainsi qu'un nationalisme belliqueux et revanchard lui fera oublier pourquoi il s'enfonce dans la misère. Car, si le Tadjikistan et le Kirghizistan sont pauvres, très pauvres, leurs castes dirigeantes affichent un enrichissement éhonté fait de l'accaparement des richesses minérales du pays, de la corruption à grande échelle, comme du contrôle des trafics de drogue et d'armes.

Dans la série des conflits ethniques intérieurs et transfrontaliers qui ensanglantent périodiquement la région depuis trente ans, nul ne sait lequel pourrait mettre le feu aux poudres. Mais il est certain que l'aggravation de la crise mondiale, le pillage des quelques richesses exportables de ces pays par les trusts des grandes puissances, l'appauvrissement brutal des populations, les frontières tracées dans la chair des peuples, et la rapacité des régimes en place ont fait de l'Asie centrale un enfer explosif pour leurs classes laborieuses et exploitées.

Pierre Laffitte



Simulacre de recherche d'une bombe dans les bagages de l'avion détourné.

Biélorussie : pirates d'État

Le 24 mai, un Mig-29 de l'armée biélorusse a contraint le Boeing du vol Athènes-Vilnius de Ryanair à se détourner vers Minsk. L'opposant Roman Protassevitch et sa compagne, Sonia Sapega, ont été débarqués de l'avion et incarcérés.

Le prétexte des autorités biélorusses, une alerte à la bombe émanant du Hamas, était grossièrement mensonger. L'enlèvement de ce jeune opposant au régime de Loukachenko avait été préparé par les services de sécurité russes et biélorusses.

Roman Protassevitch, 26 ans, est un journaliste animateur de la chaîne en ligne Nexta, l'un des relais de l'opposition au président Loukachenko. Avec cette chaîne, il a pris part à la contestation de sa réélection en août 2020, qui mobilisa des dizaines de milliers de manifestants. Roman Protassevitch, engagé dès 2012 contre le régime, fut arrêté une première fois et passé à tabac. Comme bien d'autres opposants biélorusses, il était exilé en Pologne puis en Lituanie.

Loukachenko ayant placé l'opposant sur une liste de « terroristes » recherchés, il risque à ce titre une condamnation à mort. Peu après son arrestation, le régime a diffusé une vidéo dans laquelle Protassevitch, blême, fait des aveux tout en affirmant qu'il est bien traité. Quelques jours plus tôt, la famille de Vitold Achourak, 50 ans, un autre opposant politique incarcéré en Biélorussie, apprenait sa mort en prison « suite à une crise cardiaque ».

Les dirigeants de l'Union européenne ont annoncé des sanctions contre la Biélorussie de Loukachenko. Ils ont décidé d'interdire l'espace

aérien de l'UE aux avions biélorusses, d'interdire à leurs compagnies aériennes de survoler la Biélorussie et de suspendre les vols à destination de Minsk. Ils devraient mettre à l'index quelques dignitaires biélorusses, comme Loukachenko et ses proches qui sont depuis l'été dernier.

Les méthodes dictatoriales du régime biélorusse doivent bien sûr être dénoncées, d'abord parce qu'elles sont dirigées contre son propre peuple. Pour autant, les protestations démocratiques des dirigeants occidentaux ne doivent pas faire illusion.

Ceux qui dénoncent avec des trémolos les méthodes de pirates utilisées par Loukachenko sont des experts en la matière. Il faut rappeler comment, le 22 octobre 1956, le gouvernement français détournait un avion de ligne d'Air Maroc qui transportait cinq des principaux dirigeants du FLN pour les arrêter et les emprisonner. Plus récemment, en 2013, sur demande des États-Unis, Hollande et son homologue espagnol avaient refusé que l'avion d'Evo Morales, de retour de Moscou, survole leur espace aérien. En lui imposant une escale à Vienne, ils espéraient pouvoir arrêter le lanceur d'alerte Edward Snowden... qui n'était pas à bord. Les pirates de l'air les plus dangereux sont les pirates des États les plus puissants.

Xavier Lachau



Gardes-frontières ouzbeks à la frontière avec le Kirghizistan.

Colonel Folamour

Une révolution irrésistible : le marxisme à la conquête de l'armée américaine pour la détruire : tel est le titre du livre que vient de publier un lieutenant-colonel de l'armée des États-Unis.

Cet officier supérieur croit déceler une conquête de l'Amérique par le marxisme dans des travaux – qu'il dénonce comme « anti-américains » – montrant les conséquences de l'esclavage sur les aspects les plus révoltants de la société

américaine, comme le racisme.

Il s'oppose aussi à l'ouverture de l'armée américaine à la « diversité », selon l'expression officielle, c'est-à-dire la possibilité offerte aux femmes et aux Noirs de devenir généraux.

Comme l'officier commandait jusqu'à présent une base de lancement de missiles dans le Colorado, la hiérarchie vient de le limoger avant qu'il soit tenté d'atomiser une Chine prétendument communiste, sans en avoir reçu l'ordre. Pourquoi n'y aurait-il des officiers d'extrême droite que dans l'armée française ?

Lucien Déroit

La grande peur des bourgeois

La Commune de Paris suscita une peur panique chez les bourgeois. Devant les travailleurs armés qui dirigeaient la capitale et organisaient la vie en faveur de ceux qui ne possèdent rien d'autre que leurs bras, ils craignaient de tout perdre. Les écrits de cette époque, principalement la presse et les échanges de lettres entre écrivains, déversèrent des tombereaux de haine et d'injures envers cette classe sociale méprisée qui avait osé relever la tête et montré sa capacité à diriger Paris.

La réédition du livre de Paul Lidsky, *Les écrivains contre la Commune*, est là pour rappeler que bien des écrivains, présentés encore de nos jours comme républicains, voire socialistes, ont participé avec violence au concert des détracteurs de la Commune de Paris.

Que la presse, majoritairement aux mains de la classe dominante, reflète les angoisses des possédants, cela n'a rien de surprenant. Ce qui pourrait étonner, en revanche, est de voir à quel point des Gustave Flaubert, George Sand, Leconte de Lisle et autres qui, lors de la révolution de 1848, avaient applaudi à la chute de la monarchie et à l'instauration de la II^e République, ont pu déborder de haine une vingtaine d'années plus tard contre les révolutionnaires parisiens. Issus de la moyenne bourgeoisie ou de la petite noblesse, leur réflexe de classe a pris le dessus et ils se sont faits alors les porte-parole des craintes et des haines de leur milieu social.

Seule une minorité d'écrivains, dont Jules Vallès, Arthur Rimbaud, Paul Verlaine et Villiers de l'Isle-Adam, ont soutenu les communards. Victor Hugo, neutre durant les journées révolutionnaires, condamna ensuite violemment la répression.

Les républicains contre la Commune

Bien que ces écrivains se soient affichés comme républicains, ils se sont facilement accommodés du second Empire. Et la république qu'ils appelaient de leurs vœux était celle où la

bourgeoisie détient fermement le pouvoir, seule classe sociale capable, selon eux, de diriger un État. Dans une telle république, chacun doit rester à sa place : les gueux sont là pour produire les richesses, pas pour gérer la société, les ouvriers doivent être respectueux de cet ordre social et remercier les possédants qui leur donnent du travail.

De rares écrivains analysent le mouvement et comprennent bien ce qu'il se passe, tel Edmond de Goncourt, pour qui « le gouvernement quitte les mains de ceux qui possèdent pour aller aux mains de ceux qui ne possèdent pas », et Taine qui juge que cette insurrection est socialiste. Mais c'est avant tout en petit propriétaire que Gustave Flaubert et Edmond de Goncourt réagissent au moratoire des loyers décrété par la Commune, « une énorme ineptie et une injustice ». De quel droit, se révolte le premier, le gouvernement intervient-il dans des contrats entre particuliers ? De quel droit aussi cet État interdit-il le travail de nuit pour les boulangers, se demande Émile Zola ? Flaubert, dans sa correspondance avec George Sand, rejoint le concert de ceux qui s'insurgent contre l'instruction obligatoire et gratuite, qui ne ferait, dit-il, « qu'augmenter le nombre des imbéciles ».

Près de trente ans après l'écrasement de la Commune, Émile Zola résumera ainsi la doctrine qu'il partageait avec tous ces républicains bien-pensants : « La liberté, oui ; la fraternité, oui ; mais l'égalité, jamais ! » Dans la réalité, les trois

notions furent déniées aux travailleurs.

Haine de classe

La plupart des écrivains avaient quitté Paris dès l'approche de l'armée prussienne, pour se réfugier à Versailles ou en province et ne connurent les événements qu'à travers les ragots. Leur conviction était cependant faite d'avance : les pauvres qui se révoltent ne pouvaient être que de la « racaille ».

Les insultes les plus violentes furent utilisées pour vilipender les Communards ; ils étaient des sauvages, des bêtes, des bandits, et bien sûr des ivrognes pris de folie meurtrière. Maxime du Camp voit en eux des « brutes obtuses ne comprenant rien, sinon qu'ils ont bonne paye, beaucoup de vin et trop d'eau-de-vie. L'orgie a été la principale préoccupation de la plupart de ces hommes. » Pour Ernest Feydeau, un ami de Flaubert, « l'effronterie de ces coquins n'avait d'égaux que leur bêtise et leur scélératesse. Cela puait le vin, la crasse [...] et je ne sais quelle bestiale vanité. » Théophile Gautier le rejoint en les comparant à « des bêtes puantes et venimeuses ». Les étrangers sont aussi pris pour cible : ils participent à un complot de l'Internationale ou s'entendent avec les Prussiens pour attaquer la république, etc. Quant aux femmes, des « femelles » selon Alexandre Dumas fils, elles ne peuvent être que des folles, des malades, des pétroleuses qui prennent plaisir à incendier Paris.

Une fois la Commune écrasée, la haine ne faiblit pas, au contraire. La presse relata comment les bourgeois se réjouirent de voir les cohortes de prisonniers conduits à coups de crosse et de baïonnette au camp de Satory, près de Versailles. Les écrivains aussi applaudirent à la répression. Anatole France : « Enfin, le gouvernement du crime et de la démence pourrit à l'heure



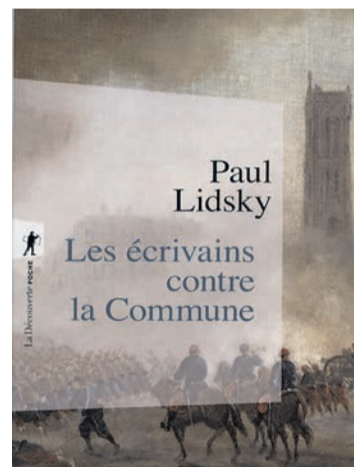
qu'il est dans les champs d'exécution. » Leconte de Lisle : « J'espère que la répression sera telle que rien ne bougera plus. » Flaubert : « Je trouve qu'on aurait dû condamner aux galères toute la Commune et forcer ces sanglants imbéciles à nettoyer toutes les ruines de Paris, la chaîne au cou, en simples forçats. [...] On est tendre avec ces chiens enragés. » Zola, qui s'inquiétait cinq jours avant la Semaine sanglante que les insurgés détruisent la maison que Thiers venait de faire réparer : « Le bain de sang que le peuple de Paris vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. » Barbey d'Aurevilly s'en prend plus précisément au peintre Gustave Courbet, qui avait fait abattre la colonne Vendôme, souhaitant « le faire voir, pour de l'argent, à toute la France, scellé dans une cage de fer sous le socle de la colonne. »

Ces quelques exemples montrent clairement dans quel camp se placent l'ignorance, la bestialité, la folie meurtrière : celui de la bourgeoisie prête à tous les massacres pour conserver

son ordre social.

La calomnie éteinte, vint le silence, et pendant un siècle on ne parla plus guère de la Commune. Le premier État ouvrier, révolutionnaire par les mesures qu'il avait prises, fut effacé de la mémoire officielle ainsi que des manuels scolaires et, encore maintenant, son existence est souvent réduite à un paragraphe. En revanche, les Goncourt, les George Sand, Leconte de Lisle, Flaubert, Zola et autres, qui ont vomi leur hargne sur la Commune, menti et appelé au meurtre, sont toujours considérés comme respectables.

Marianne Lamiral



La plupart des citations ont été extraites du livre de Paul Lidsky, *Les Écrivains contre la Commune*, paru pour le centième anniversaire de la Commune. Le travail de recherche méticuleux qu'il avait effectué a mis en évidence l'ignorance en même temps que la haine de ces écrivains contre le premier État ouvrier. Son ouvrage vient d'être réédité aux éditions La Découverte-poche, au prix de 10 euros.

Lutte ouvrière au Mur des fédérés

Chaque année, à la fin mai, le Mur des fédérés du haut du cimetière du Père-Lachaise, où sont tombés les derniers communards, voit la commémoration de la Semaine sanglante de 1871.

Encore plus cette année, pour le 150^e anniversaire de la Commune, Lutte ouvrière tient à honorer ce qui fut la première expérience de pouvoir ouvrier.

Elle donne rendez-vous pour cela :

dimanche 30 mai à 11 heures,

à l'entrée du Père-Lachaise,

58, rue des Rondeaux, Paris 20^e, métro Gambetta.

On compte sur vous !



Retraites : durée de cotisation plus longue, pensions en baisse

D'après le ministère des Solidarités et de la Santé, les pensions de retraite ont baissé en moyenne de 1,1 % en 2019, une fois tenu compte de la hausse des prix officielle. Cela n'est pas dû au hasard mais au fait que, depuis trente ans, s'attaquer aux retraites des travailleurs est une constante pour les gouvernements successifs.

Fin 2019, la pension moyenne des retraités résidant en France (hors pensions de réversion) n'était que de 1503 euros brut, et seulement de 1145 euros brut pour les femmes. On est loin des discours dont politiciens et autres experts sont si friands, présentant les retraités comme des privilégiés. Depuis des années, les pensions diminuent, pour atteindre une valeur réelle inférieure à celle de 2014, d'autant plus avec la hausse de la CSG pour les retraités. La baisse est particulièrement forte pour les personnes parties à la retraite en 2019, qui subissent les conséquences du chômage des seniors et des

réformes successives: si on tient compte de la hausse annuelle des prix, leur pension moyenne est inférieure de 7,4 % à celle des nouveaux retraités de 2017.

Les attaques contre le niveau des pensions ne datent pas de Macron. La publication en 1991 du *Livre blanc sur les retraites* de Rocard, alors Premier ministre du PS, a été le coup d'envoi de cette politique, à laquelle tous les gouvernements ont apporté leur pierre. En 1993, Balladur, en désindexant les retraites de l'évolution des salaires et en faisant passer leur base de calcul des dix meilleures années de salaire aux vingt-cinq meilleures années pour les



Manifestation à Paris, le 15 mars 2018.

salariés du privé, a porté un des pires coups aux retraités. Balladur a aussi entamé la politique visant à rallonger la durée de cotisation nécessaire pour toucher la retraite. Pour les salariés du privé, cette durée est passée progressivement de 37,5 ans à 40 ans. Par la suite, les gouvernements ont continué dans cette voie, pour arriver aujourd'hui à 41,5 ans et demain à 43 ans.

En fin de compte, la durée de vie à la retraite estimée pour la génération des années 1980 serait à peine supérieure à celle connue par la génération née dans les années 1950. En revanche, le nombre d'années passées à la disposition du patronat, lui, augmente. C'est d'ailleurs écrit clairement dans la loi, puisque la réforme de 2003 y a introduit l'idée que chaque année d'espérance de vie gagnée devrait

se traduire par huit mois de travail en plus et seulement quatre passés à la retraite.

Moins de temps à travailler chacun, et plus de temps passé à vivre pour

tous, est un objectif de bon sens pour les travailleurs. Mais, comme pour le reste, il faudra l'imposer aux capitalistes.

Sacha Kami

Des "erreurs" au détriment des retraités

Le 18 mai, un rapport de la Cour des comptes a pointé les nombreuses erreurs de calcul des pensions, au détriment des retraités dans les trois quarts des cas.

Un dossier sur six, voire un dossier sur cinq dans plusieurs régions, dont l'Île-de-France et les Hauts-de-France, comporte des erreurs. Ces erreurs sont en augmentation, dans un contexte de sous-effectif dans les caisses de retraite et en particulier dans leur service de contrôle interne susceptible de les détecter.

Le départ en retraite est souvent un vrai casse-tête. Il faut partir à la recherche de documents concernant les emplois sur toute une vie. Ces fiches de paie manquantes sont parfois difficiles à retrouver ou à obtenir des différents patrons de

toute une vie de travail. De plus, certains patrons n'ont pas donné à la Sécurité sociale toutes les informations nécessaires. Toutes ces erreurs résultent souvent d'économies voulues par l'État ou les employeurs, et viennent grever des pensions déjà insuffisantes. Ainsi, plus d'un million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté.

Il n'y a aucune raison que les revenus des anciens travailleurs soient soumis aux erreurs d'une caisse de retraite en sous-effectif, ni au bon vouloir d'une multitude de patrons. Pour imposer leur droit à une vie digne, il faudra prendre sur les richesses patronales et faire bénéficier les anciens travailleurs d'une pension correcte jusqu'à la fin de leurs jours.

Charles Legoda

Aube : une travailleuse sociale perd la vie au travail

Mercredi 12 mai, Audrey Adam, une travailleuse sociale, a été tuée d'un coup de fusil par une personne âgée lors d'une visite à domicile à Virey-sous-Bar, dans l'Aube.

La victime effectuait une visite de suivi concernant les services d'aide et de soins. La personne visitée, avec laquelle cette travailleuse avait pourtant de bonnes relations, a eu visiblement un coup de folie.

Tout le milieu professionnel, assistantes de

service social, mandataires judiciaires, mais aussi du secteur sanitaire et social, est choqué, abasourdi. Des minutes de silence dans les services sociaux du département le mardi 18 mai, une pétition avec des milliers de signatures, une marche blanche d'un

millier de personnes le samedi 23 mai, ont rendu hommage à Audrey Adam.

Le drame a provoqué beaucoup d'émotions mais aussi de discussions. Aujourd'hui, les policiers manifestent, en partie parce qu'ils se sentent en première ligne face à la violence de la société. Mais un drame comme celui qui s'est produit dans l'Aube souligne que bien d'autres doivent l'affronter, quotidiennement, sans que pour autant cela devienne une affaire nationale. C'est le cas de bien des travailleurs sociaux qui sont vraiment sur le front lors de prises en charge ou d'accompagnements difficiles, avec des personnes fragiles, précarisées, isolées, malades ou en souffrance.

Tout travailleur médico-social connaît ces situations de violence, d'agressions verbales et physiques. Mais, dans un contexte d'aggravation des conditions de travail du fait de la crise économique, sociale et sanitaire, chacun aussi se trouve trop souvent démuné, isolé et sans moyens.

Correspondant LO

Données personnelles : une marchandise qui rapporte

Les listes de contacts, les informations, l'état de santé, les opinions de chacun sont devenus des marchandises. Ne serait-ce qu'en Europe, la revente de données personnelles est un marché qui rapporte 400 milliards d'euros aux entreprises du secteur.

Accepter « l'accès à vos contact », lors de l'installation d'une application sur téléphone, permet à des entreprises comme Lusha, Kaspr, Acroleads ou ColdCRM, de récupérer des numéros de téléphone personnels et de les revendre. En apparence gratuites, les utilisateurs payent en réalité ces applications en fournissant des informations sur leur vie, qui seront revendues pour être utilisées à des fins commerciales. Les résultats du

test « coup de blues ou dépression ? » sur le site Doctissimo sont revendus aux partenaires commerciaux du site afin qu'ils puissent placer des publicités ciblées.

Après la terre, la traite des esclaves, la force de travail, l'eau potable, la santé, aujourd'hui des données personnelles, et peut être demain l'air qu'on respire: tout fait monnaie dans le capitalisme.

Joséphine Sina



Manifestation des travailleurs sociaux à Pontarlier.

Routiers : exploitation sans frontière

Dimanche 16 mai, un routier roumain, stationné avec son camion sur une aire d'autoroute entre Abbeville et Rouen, a été assassiné par des crapules qui tentaient de vidanger son réservoir et de voler sa marchandise.

Ce fait divers, passé pour l'instant quasiment inaperçu en France, a créé l'émotion en Roumanie et a obligé des responsables politiques à dénoncer les conditions de travail des chauffeurs routiers émigrés.

La vie de cet homme de 39 ans est déjà parlante. Il a travaillé trois ans au Danemark et y a rencontré sa compagne. Avec elle, ils se sont installés en Espagne pour travailler ensemble comme coéquipiers dans une société de transport opérant dans toute l'Europe. Lorsqu'il a été tué, il revenait d'un déplacement en Angleterre.

20 % des Roumains partent travailler à l'étranger. Dans le transport, leurs conditions de travail, comme celles de tous

les travailleurs immigrés d'Europe de l'Est, sont très dures. Ils travaillent jusqu'à quinze heures par jour, cinq à six jours par semaine, et ne rentrent en Roumanie voir leur famille que quatre ou cinq fois par an. S'ils peuvent arriver à gagner 2 500 euros par mois, c'est presque dix fois plus que ce qu'ils gagneraient dans leur pays.

Ils sont embauchés, parfois à la journée pendant des années, par des entreprises sous-traitantes des grands transporteurs routiers internationaux ou des grands groupes de la distribution ou du hard-discount. Il y a un mois, de hauts cadres de la société Gefco, un des leaders européens de la logistique, ont été inculpés pour « travail



Campement de fortune pour un routier dans son camion.

dissimulé en bande organisée » et « prêt illégal de main-d'œuvre internationale », pour avoir fait travailler illégalement, via des sociétés sous-traitantes, des chauffeurs polonais, slovaques ou bulgares.

Ce sont aussi les conditions de travail indignes, et le fait est que ces chauffeurs se sentent à la merci des voyous, qui sont dénoncés en Roumanie comme en France.

À propos de l'affaire Gefco, un syndicaliste français du transport routier témoignait des conditions de vie des routiers : « Chacun peut le voir aujourd'hui dans toutes les villes : les conducteurs qui dorment tout le week-end dans leurs camions, des parkings

improvisés, des conditions de vie indécentes. Nous fermons les yeux chaque jour devant ce que l'on peut appeler de l'esclavage. »

Une des entreprises sous-traitantes de Gefco avait une base logistique près de Vesoul pour une quarantaine de chauffeurs, presque un bidonville fait de bungalows vétustes, rongés de moisissures et sans hygiène. Ce sont ces chauffeurs qui livraient le site PSA de Vesoul.

Ces travailleurs roumains, polonais, slovaques ou autres font partie de la classe ouvrière, d'ici ou d'ailleurs.

Comme disait un secrétaire de la CGT en 1905, à une époque où ses dirigeants vomissaient le

nationalisme parce qu'il divise les travailleurs : « Le prolétaire (...) est le plus souvent contraint de s'éloigner, allant à la recherche d'un travail qui le fera vivre. Il s'éloigne parce que la besogne vient à manquer ou parce que, désireux d'améliorer son sort, il a osé réclamer un meilleur salaire. (...) Il doit fuir le milieu qui l'a vu naître, courir les villes, quémandant de l'ouvrage. Il s'arrête là où un atelier ou un chantier lui est ouvert. Il s'installe, il travaille, il vit, il se fait un foyer, il élève sa famille. Le lieu où l'ouvrier travaille, là est sa patrie ! » Une description de la vie de bien des prolétaires d'aujourd'hui.

Pierre Royan

Terra Fecundis : les damnés de la terre

Le procès de l'entreprise espagnole de travail temporaire Terra Fecundis s'est terminé vendredi 21 mai à Marseille. Le jugement doit être rendu en juillet prochain après dix ans d'enquête.

Terra Fecundis, société sise à Murcie dans le sud de l'Espagne, recrute des travailleurs venus pour la plupart du Maghreb ou d'Amérique latine, surtout équatoriens, pour les faire travailler dans des exploitations agricoles en France. Transportés jusqu'en France dans les bus de la société Terra Bus, filiale de Terra Fecundis, ces travailleurs y ont été employés dans des conditions iniques et logés de façon indigne.

Payés entre 6,90 et 7,50 euros de l'heure, ils travaillaient jusqu'à 14 heures par jour, les heures supplémentaires ne leur étant bien souvent pas payées, pas plus que les congés. Par

exemple, en mai 2017, sept travailleurs intérimaires disaient avoir travaillé de 7 heures jusqu'à 18 heures, soit 70 heures par semaine, à récolter des asperges. Seulement, ces travailleurs craignaient plus que tout d'être repérés et de perdre leur travail. « Mes heures supplémentaires ne sont pas payées, mais au moins j'ai un travail et j'arrive à subvenir aux besoins de ma famille », disait l'un d'eux.

Cela n'a guère changé depuis. Ils sont souvent logés dans des locaux dénués des commodités élémentaires, dans des campings, entassés dans des mobil-homes trop petits. C'est d'ailleurs pourquoi, en juin 2020, il y a

eu parmi eux une vague de contamination au coronavirus. Tous les exploitants agricoles ne sont pas aussi sans scrupules vis-à-vis des travailleurs détachés, mais d'autres peuvent se le permettre sans risque.

Chaque année, c'est entre 3 000 et 5 000 travailleurs qui sont ainsi employés. En 2013, au moins 795 exploitations agricoles françaises ont eu recours à ce système de location de main-d'œuvre. Elles paient Terra Fecundis et c'est celle-ci qui verse leurs salaires aux ouvriers.

Le procès qui vient de se terminer concernait la fraude vis-à-vis de la Sécurité sociale, mais il ne mettait pas en cause les grands propriétaires d'exploitations agricoles, gérant des centaines d'hectares de serres

et de vergers, principaux bénéficiaires de ce système. De même, comme le disait une militante, « en Champagne, cet été, des intermédiaires ont été condamnés pour traite mais aucune des grandes maisons de champagne n'a été éclaboussée ». C'est ce qu'ont dénoncé la CFDT de l'agro-alimentaire, la Confédération paysanne, et le Collectif de défense des

travailleurs étrangers dans l'agriculture (Codetras), qui lutte contre l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère et pour l'égalité de traitement des travailleurs d'où qu'ils viennent.

Tant que la misère mettra des travailleurs l'obligation d'accepter de telles conditions d'exploitation, le combat restera à mener.

Correspondant LO

Michelin : la crise... connais pas !

À l'assemblée des actionnaires du 21 mai, Michelin a annoncé une augmentation de 15 % du dividende qui leur sera versé.

Les gros actionnaires vont récupérer autour de 410 millions d'euros sur les 625 millions de bénéfices réalisés en 2020. Et en 2021, Michelin prévoit 2,5 milliards de bénéfices et une provision d'un milliard. Au bout d'une année de crise sanitaire, la santé financière du groupe, elle, reste bonne.

Du côté des travailleurs, on n'en est pas là ! L'augmentation générale des salaires prévue sera de 0,5 % à partir de mai, soit 5 à 7 centimes

de l'heure, et de 0 % pour les techniciens et cadres. Michelin poursuit son offensive avec des salaires en bas de l'échelle, des centaines de suppressions d'emplois et une dégradation des conditions de travail pour ceux qui restent. C'est de cette aggravation de l'exploitation que Michelin tire des profits plus que confortables.

L'argent dans les coffres-forts de Michelin ne manquerait donc pas pour augmenter les salaires. Mais pour obtenir des salaires décents, les travailleurs doivent préparer leur propre plan de lutte et imposer leurs revendications.

Correspondant LO



FRANCK ARMSTRONG

PPG – Bezons : patron voyou, gouvernement complice

Mardi 25 mai, à la première heure, plus de 17 fourgons de police sont intervenus pour évacuer le piquet de grève de l'usine PPG située à Bezons, dans le Val-d'Oise. Le patron voyou reçoit cette fois le coup de main de l'État complice.

Les travailleurs de PPG n'acceptent pas d'être jetés à la rue par une multinationale, leader de son secteur, qui a fait plus de 2 milliards de dollars de profits en 2020 malgré la pandémie. Plusieurs dizaines d'entre eux sont en grève depuis le 28 avril et se sont relayés pour occuper l'entrée de l'usine, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ils sont soutenus et fréquemment rejoints par la plupart des autres salariés de l'entreprise qui, même lorsqu'ils ne sont pas en grève totale, participent à l'occupation après leur poste, ou le week-end, et débrayent régulièrement.

Dans un premier temps, la direction était aux abonnés absents, misant sur le découragement et espérant sans doute que les longs week-ends de mai contribueraient à essouffler les grévistes. Car si les ponts sont bien agréables quand on travaille, ils peuvent aussi être bien longs quand on fait grève. Les travailleurs se sont pourtant relayés tous les week-ends, parfois avec les enfants ou les conjoints.

Loin de se décourager, les grévistes ont bien senti que leur mobilisation était populaire et largement soutenue dans les environs. Ils ont reçu de nombreux gestes de soutien financier ou matériel ainsi que de nombreuses visites de responsables politiques ou de salariés des alentours. Parmi ces visites, notons celle de Nathalie Arthaud, à qui les grévistes avaient à cœur de parler des millions d'euros d'aides de l'État perçus par l'entreprise, alors qu'elle licencie et que les actionnaires se gavent de dividendes tous les ans. PPG a ainsi reçu plusieurs millions d'euros pour la recherche ou pour l'emploi. Aujourd'hui, l'usine ferme et les brevets seront utilisés ailleurs, sans que l'État trouve rien à redire.

Des salariés de PPG ont rendu visite aux travailleurs de l'hôtel casino de la ville voisine d'Enghien, confrontés eux aussi à un plan de plus de 60 licenciements, ce qui a donné lieu à un rassemblement plutôt réussi. Vendredi 21 mai,

devant l'usine PPG de Bezons, un autre rassemblement a réuni entre 150 et 200 personnes, avec des prises de parole de plusieurs délégations de travailleurs confrontés aux attaques patronales dans leur entreprise. L'idée fait son chemin que le combat contre les licenciements imposés par le grand patronat est celui de tous les travailleurs.

De son côté, la direction a cessé de miser sur le temps qui passe pour décourager les travailleurs. Elle a assigné treize salariés en justice et obtenu une ordonnance d'un juge pour faire évacuer l'usine, par la force si besoin. La direction utilise tous les moyens pour accuser des travailleurs, parlant de l'incendie qui avait eu lieu le 13 mai dans une autre usine de la ville. Elle a aussi accusé de blocage des salariés qui travaillaient et présenté des photos de portails fermés par des chaînes, qu'elle avait elle-même posées il y a des années ! Les grévistes, qui se doutaient de cette évolution, s'étaient déjà réunis pour discuter de la suite et appelaient à un nouveau rassemblement le lendemain. Les licenciements ne passent toujours pas !

Correspondant LO



Renault Villeroy le 20 mai.

CAPTURE D'ÉCRAN CGT

Renault : contre les suppressions d'emplois

Jeudi 20 mai, des centaines de travailleurs de Renault, de la sous-traitance et des fonderies dont les emplois sont menacés ont manifesté devant plusieurs sites industriels, de stockage, et des centres techniques.

Les manifestants étaient 300 à Lardy, 120 à Aubevoye, 70 à Guyancourt, pour dénoncer les 15 000 suppressions d'emplois programmées dans le monde et déjà bien entamées par les dirigeants de Renault, dans leurs sites propres et chez les sous-traitants. Les salariés présents pointaient du doigt les 2 500 postes qui disparaissent dans l'ingénierie-tertiaire, notamment par l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais, qui se fera inévitablement au détriment des travailleurs.

Des travailleurs des fonderies du Jura, du Poitou, de Caudan et de Cléon, menacés eux aussi, étaient venus à l'un ou l'autre de ces rassemblements, parfois faisant le chemin ensuite jusqu'au Centre de pièces de rechange Renault de Sens-Villeroy. Là, plusieurs centaines de salariés étaient rassemblés, dont un groupe venant de l'usine de Flins, où la direction de Renault veut arrêter la production de voitures pour ne garder que des activités réduites. Des salariés d'usines proches étaient venus au rassemblement, en soutien à leurs camarades menacés de se retrouver sans emploi et sans salaire, comme nombre de leurs collègues en Algérie, au Maroc, en Espagne ou en

Roumanie.

La baisse de la production (d'environ 30 %) qui sert de prétexte à ces suppressions d'emplois, qu'elle résulte d'une baisse des ventes ou d'un changement de stratégie des capitalistes à la tête de l'entreprise, n'est pas du fait des travailleurs de toutes ces usines et de tous ces bureaux. Ce choix des patrons ne doit pas se traduire par la mise au rencart de milliers de travailleurs et la mise en danger de la santé des autres par des rythmes de travail délirants et chaotiques, faisant fi des congés prévus et de la vie personnelle des salariés. Le calcul est simple : il reste 70 % de la production à effectuer, cette charge de travail doit être répartie entre tous les travailleurs de tous les sites en France et dans le monde.

Répartir le travail entre tous ceux qui travaillent entre les murs de Renault, quel que soit leur statut, leur contrat, sans baisser les salaires qui sont le seul patrimoine des ouvriers, est une mesure de survie dans la crise qui perdure et s'approfondit. Les compétences de tous le permettent, les profits par milliards accumulés par les capitalistes actionnaires également.

Correspondant LO



Le 21 mai au casino d'Enghien.

PSA – Poissy : de quoi voir rouge !

Depuis le début de la crise des semi-conducteurs, l'usine de PSA – Poissy, contrairement aux autres usines du groupe, n'a pas connu de jours de chômage car, selon la direction, elle est prioritaire.

Du coup, des heures supplémentaires le samedi et les jours fériés travaillés ont été imposés en nombre. Le lundi 24 mai férié n'échappait pas à la règle du patron. Les travailleurs qui avaient envisagé de partir ce week-end de trois jours avaient dû y renoncer. Mais la fourniture des semi-conducteurs aux constructeurs automobiles est engorgée au point que la pénurie a touché l'usine de Poissy. Et ce

n'est que dimanche 23 mai à 18h30, au beau milieu du week-end, que la direction a informé, via son application destinée aux salariés, que le lundi férié était finalement non travaillé. La direction n'en avait pas moins rendu impossible à un certain nombre de travailleurs de partir en long week-end, mais c'était sans doute le cadet de ses soucis.

Si la quasi-totalité des embauchés ont été

prévenus, le patron ne s'est pas préoccupé de s'assurer que tous les intérimaires et les sous-traitants l'aient bien été.

Un certain nombre d'entre eux sont donc venus pour 5h20 le lundi matin, d'autres à 13h, en fonction de leur équipe, pour s'apercevoir que l'usine ne tournait pas.

Cela donne la mesure du mépris de ce patron pour les travailleurs. Une bonne raison d'exprimer sa colère et de se faire respecter.

Correspondant LO

LEST RÉPUBLICAIN

Rennes Métropole : contre la suppression de congés

Pour satisfaire aux exigences du gouvernement, Rennes Métropole, dirigée par une majorité PS-Verts-PCF, veut mettre en place la réforme de la fonction publique territoriale qui va se traduire par la suppression de milliers d'emplois dans tout le pays, à l'heure où un chômage massif touche des millions de travailleurs.

Quels que soient l'enrobage et les justifications présentées par les dirigeants socialistes de la métropole rennaise, l'objectif est de diminuer le nombre de congés, d'allonger le temps de travail et d'augmenter la charge de travail, dans le but d'économiser plusieurs dizaines d'emplois à temps plein.

Face à cette attaque, une intersyndicale de tous les

syndicats, sauf la CFDT, a organisé deux assemblées générales rassemblant des agents de nombreux services. Concrètement, cette réforme entraînera la suppression de 3,5 jours de congé pour 6500 agents ! Cette réduction peut atteindre vingt jours et plus dans certains services, tels les bibliothécaires, qui travaillent plusieurs week-ends et bénéficient de repos

compensateurs.

Jeudi 20 mai, lors des prises de parole, il a aussi été souligné le manque de considération et de reconnaissance, voire le mépris des élus et de l'administration, après l'investissement de tous durant la crise sanitaire pour continuer d'assurer les services publics. L'exemple le plus parlant était celui des agents des Ehpad, salués pendant la crise, et aujourd'hui « remerciés » par la suppression de 22 jours de congé.

Les salariés ne peuvent pas accepter de travailler plus pour gagner moins.

Hôpital Saint-Antoine – Paris : les pieds dans l'eau

Une inondation au niveau des gaines techniques a touché un bâtiment de l'hôpital Saint-Antoine, les 15 et 16 mai. Ce bâtiment héberge les urgences, la réanimation médicale et un service de consultation. Il est le moins ancien de l'hôpital, mais l'entretien fait défaut partout.

Les ouvriers de maintenance présents le week-end sont intervenus rapidement pour essayer de colmater la fuite. Mais cela n'a pas suffi, car c'est le toit de la terrasse qu'il faudrait refaire.

Le dimanche après-midi, le service des urgences a été frappé par une coupure d'électricité pendant une heure, quand l'eau a dû toucher les câbles électriques. C'est à la lampe torche, là où il n'y a pas de lumière naturelle, que les soignants ont dû s'occuper des patients.

Le service de

réanimation médicale a dû être évacué. Cela pouvait très vite devenir problématique si l'électricité venait à y manquer : les patients sont souvent sous respirateur. Ils ont été transportés dans les autres services de réanimation de Saint-Antoine ou dans d'autres hôpitaux.

Les équipes soignantes du service et de la suppléance se sont démultipliées, certains arrivant plus tôt au travail pour permettre que les transferts se fassent dans de bonnes conditions. Grâce à cette

mobilisation, il n'y a pas eu de conséquence dramatique à déplorer.

Du côté du gouvernement et de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, les moyens à disposition de la santé publique sont notoirement insuffisants. Il n'y a pas d'embauches dans les services soignants ni dans les services techniques. Il manque du matériel et les bâtiments ne sont pas assez entretenus.

Ces dernières années, l'hôpital a été touché par la fuite des soignants, n'en pouvant plus de conditions de travail qui s'aggravent. À présent, les fuites d'eau s'y mettent !

Correspondant LO

Lidl : trésor de "guerre" pour un patron milliardaire

Lidl France vient d'annoncer qu'il versera une participation de 70 millions d'euros pour l'année 2020 à l'ensemble des 40 000 employés du groupe en France.

Quant à l'intéressement versé par Lidl, il s'élèvera à 10,5 millions, à répartir entre les 25 directions régionales. Les cinq meilleures recevront un bonus de 40 %, les cinq dernières un malus de 40 %. En les mettant ainsi en concurrence, Lidl voudrait monter les travailleurs du groupe les uns contre les autres. Mais ces annonces sont vécues par eux comme une provocation. Ce ne sont que des miettes, des primes qui seront pour beaucoup amputées car versées en fonction du temps de travail, de l'ancienneté dans

l'entreprise, etc., tandis que les salaires restent quasi bloqués (+ 1 %).

Les travailleurs de Lidl ont été en première ligne dans la « guerre » menée contre le Covid. Mais, depuis le premier confinement, c'est surtout la guerre sociale que le patron de Lidl a menée, en aggravant les conditions de travail. Dans un magasin de nouvelle génération, où travaillent une vingtaine d'employés, le chiffre d'affaires est passé certains mois de 750 000 euros à plus de 1 300 000 euros, sans une seule embauche.

Au contraire, avec le Covid, il y a eu partout de nombreux arrêts pour maladie, ou pour garde d'enfants lorsque l'école a été suspendue. Mais les collègues n'ont pas été remplacés. L'épuisement a conduit à des burn-out et à des démissions. C'est dans ces conditions que la productivité a explosé, doublant dans la plupart des magasins, déjà plus que rentables.

Cette augmentation de l'exploitation s'est traduite par un enrichissement sans précédent du propriétaire de Lidl. D'après le classement *Forbes* des milliardaires, Dieter Schwarz, trente-huitième fortune mondiale et deuxième fortune d'Allemagne, aurait vu



Agents mobilisés le 6 mai à Rennes.

Partis en manifestation, ils ont essayé de rejoindre la place de la mairie, qui leur avait été interdite par la préfecture. Devant un déploiement policier démesuré, le cortège a finalement rejoint le piquet de grève de la bibliothèque des Champs-Libres, acclamé par

la trentaine de bibliothécaires, grévistes depuis une semaine déjà.

Cette première journée d'action a fait relever la tête aux travailleurs en lutte. La mobilisation continuait, avec un nouveau rendez-vous mardi 25 mai.

Correspondant LO

Ville de Paris : "Pas une minute de plus!"

Jeudi 20 mai, les agents territoriaux de la ville de Paris étaient dans la rue pour exprimer leur refus de l'application de la loi de transformation de la fonction publique.

Cette loi, visant à aligner le temps de travail des agents du public sur celui des travailleurs du privé, impliquerait la perte de huit jours de congé pour la plupart des agents territoriaux, et pas seulement à Paris. Pour d'autres elle se traduirait par des heures supplémentaires non payées.

Beaucoup de secteurs professionnels étaient présents à la manifestation : ouvriers d'atelier, techniciens de laboratoire, personnel des espaces verts, de la propreté, de la sécurité, des crèches, des musées, des écoles. Pour la plupart des manifestants venus de l'école Poissonniers du 18^e arrondissement, par exemple, qui s'étaient donné rendez-vous pour défiler derrière une

banderole de leur école, il s'agissait d'une grande première, première grève et première manifestation. Bien que collègues du même établissement, c'était la première fois qu'ils manifestaient ensemble, agents d'entretien, cantinière, Atsem, animateur bibliothécaire, directrice du centre de loisirs et enseignants.

Dans une ambiance revendicative, en scandant « *Hidalgo, pas une minute de plus, Hidalgo, pas un congé en moins* », les manifestants ont rejoint l'Hôtel de Ville, où les quelques policiers présents n'ont pu les empêcher d'envahir la place et d'interpeller la maire de Paris. Une journée qui ne doit être qu'un début.

Correspondant LO



File d'attente devant un Lidl durant la pandémie.

La Redoute : les affaires en hausse, pas les salaires

La Redoute a vu son chiffre d'affaires exploser avec la pandémie. La PDG, sur les vidéos qui tournent en boucle, s'en vante : « Bientôt le milliard de chiffre d'affaires, mais restez concentrés pour passer à deux milliards... et boire un coup ensemble. »

Mais les retombées pour les travailleurs « héros du quotidien », applaudis par les cadres par écran interposé, ne sont ni sonnantes ni trébuchantes. Alors que les bénéficiaires tournent autour de 35 millions d'euros, ce qui représente 2 000 euros par salarié et par mois, la direction n'a accordé

qu'une prime de 75 euros brut pour trois mois, soit 20 euros net par mois.

À Quai 30, l'usine d'expédition des colis, l'augmentation de la charge devrait entraîner les embauches correspondantes. Mais les travailleurs se rendent compte que c'est bien à leurs dépens que La Redoute

fait son beurre. Ainsi par exemple au Picking, sur les 21 postes, la direction voulait il y a quelques mois imposer qu'un seul travailleur occupe jusqu'à cinq postes à lui tout seul.

Aujourd'hui, comme la charge est très élevée et qu'il n'y a pas assez de CDI, la direction a recours à beaucoup de travailleurs intérimaires, qui sont la variable d'ajustement. Ainsi, un jour où une panne de machine a stoppé l'usine, les chefs ont renvoyé tous les intérimaires, une heure

avant la fin de poste.

Par contre, pour les deux équipes de week-end, pour faire des économies, la direction mise quasi exclusivement sur les travailleurs embauchés. Alors qu'il a été imposé qu'une rotation ait lieu aux postes les plus pénibles, les chefs voudraient obliger les travailleuses à s'y retrouver affectées trois jours d'affilée!

Samedi 15 mai, le mécontentement est monté. Un débrayage spontané d'une vingtaine de travailleuses s'est organisé. Alors que

les chefs affirmaient « C'est dans votre contrat », elles ont rétorqué : « Ce n'est pas dans notre contrat de nous mettre la santé en l'air. Il y a assez de chômeurs dehors! »

Il a fallu cela pour calmer les chefs et les obliger à répartir autrement le travail et à appeler des intérimaires.

Au dehors il y a trop de chômeurs, et au dedans il y a trop de travail. L'idée qu'il faudrait le partager entre tous fait son chemin.

Correspondant LO

Hôtel Ibis - Paris : une victoire des travailleuses

En lutte depuis juillet 2019, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles, à Paris, ont gagné l'amélioration de leurs conditions de travail et de salaire.

Cet hôtel Ibis appartient au groupe Accor, riche à milliards. Avec sept cents chambres, c'est l'un des plus gros d'Europe et, comme l'écrasante majorité des sociétés hôtelières, Accor en sous-traite le ménage, jouant la concurrence entre les différentes entreprises de services. Celles-ci font à leur tour pression sur leurs salariés pour faire, elles aussi, le maximum de profit.

Les femmes de ménage et gouvernantes de l'hôtel Ibis, employées par la société TNT, étaient ainsi censées nettoyer plus de trois chambres par heure - ce qui est impossible sans s'esquinter la santé ou dépasser l'horaire et travailler gratuitement. Le tout pour des salaires mensuels ne dépassant pas les 1 000 euros.

Après des mois de grève, de mobilisation

devant différents hôtels du groupe, de manifestations et d'interventions auprès d'autres travailleurs, les femmes de chambre ont obtenu une augmentation de salaire de 250 à 500 euros par mois, la baisse des cadences de ménage et l'annulation de mesures discriminatoires et de mutations forcées de salariés présentant des restrictions médicales.

La détermination des grévistes et leur victoire sont un encouragement pour tous les travailleurs.

Correspondant LO



Les femmes de chambre et leurs soutiens.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville.....
 Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Birmanie : la dictature et ses complices

Lundi 24 mai, s'est ouvert en Birmanie le procès d'Aung San Suu Kyi et de son parti, la Ligue pour la démocratie, accusés par la junte d'incitation à la sédition et de fraude électorale lors des élections de novembre 2020, qu'ils avaient très largement remportées.

Les généraux, dont Min Aung Hlong, homme fort de la junte, n'hésitent devant rien, eux qui ont confisqué le pouvoir depuis des décennies et qui ont tué au moins 800 personnes, blessé plusieurs milliers d'autres et rempli les geôles du pays depuis le coup d'État du 1^{er} février dernier.

Après des années de résidence surveillée, Aung San Suu Kyi avait accepté de diriger le gouvernement en 2015, main dans la main avec plusieurs hommes forts de Tatmadaw, nom sous lequel sont connues les forces armées birmanes. Cela a permis la levée de certaines sanctions internationales qui

limitaient l'intégration de la Birmanie dans le commerce mondial. Mais cette prétendue transition démocratique a permis simultanément aux généraux, tout en gardant la main sur les postes clés de l'appareil d'État, de préserver leur mainmise sur les deux holdings qu'ils contrôlent (MEHL et MEC) et, à travers elles, sur une partie des richesses produites dans le pays. Cette couverture politique a également servi aux multinationales occidentales, comme Total, de prétexte pour maintenir voire intensifier leurs activités dans le pays.

La Birmanie dispose en effet d'immenses réserves



Manifestation de travailleurs le 22 février.

de jade, de cuivre, mais aussi de pétrole et de gaz, qui ont attiré les capitaux étrangers depuis l'ouverture du pays, au début des années 1990. Des centaines d'entreprises du textile se sont également ouvertes, certaines dans plusieurs zones franches, exploitant durement une jeune classe ouvrière, majoritairement féminine.

La Ligue pour la démocratie, tout comme Aung San Suu Kyi, n'a jamais remis en cause le pouvoir patronal, les expulsions massives de paysans de leurs terres, ou la domination des multinationales qu'ils ont, au contraire, cherché à attirer au nom du nécessaire développement du pays.

Ce parti s'est formé avec un certain nombre de caciques du régime militaire, qui avaient dirigé le pays d'une main de fer jusqu'au soulèvement de 1988, qui fut noyé dans le sang. De la même manière Aung San Suu Kyi a assumé la politique d'épuration ethnique et les exactions perpétrées

par l'armée en 2017 et 2018 à l'encontre de la minorité des Rohingyas, dans le nord-ouest du pays, qui a entraîné la fuite dans des conditions épouvantables de centaines de milliers d'entre eux vers le Bangladesh.

Au lendemain du coup d'État, la jeune classe ouvrière s'est fortement mobilisée, en faisant grève et en manifestant, bravant une armée pléthorique, les milices patronales, les hommes de main du régime et la répression.

Elle est la seule à représenter un espoir, face à la dictature et face aux partis qui s'en sont fait les complices.

Pierre Delage

Ceuta : des barrières contre les pauvres



Dans la ville espagnole de Ceuta, enclavée au nord du Maroc, des centaines de jeunes migrants, pour la plupart marocains, tentent encore de survivre après leur passage périlleux par la mer ou les rochers depuis la plage proche de Fnideq, de l'autre côté de la frontière.

Des milliers d'entre eux étaient arrivés quelques jours plus tôt, les 17 et 18 mai, profitant d'une fenêtre dans la surveillance armée de la police marocaine pour tenter l'aventure désespérée. Ce passage de quelques kilomètres a été tenté de nombreuses fois par des jeunes, hommes et femmes, des adolescents, encouragés par leur famille qui voit dans cet exil volontaire un moyen de survie. Cette fois, les policiers marocains détournant le regard, l'occasion avait été rapidement relayée sur les réseaux sociaux et les départs avaient été massifs.

De ces milliers de jeunes arrivés à Ceuta, dont deux se sont noyés et quelques-uns ont été secourus de justesse sur la plage, la plupart ont été renvoyés au Maroc et seuls les mineurs ont pu rester, dans l'attente d'un examen de leur situation

par les autorités espagnoles de l'immigration.

Le sort des premiers ne fait guère de doute : même en l'absence de poursuites et de brutalités policières, ils retrouvent aussitôt la pauvreté qui règne à Fnideq depuis fin 2019. Les effets de la crise sanitaire ont été décuplés suite au blocage par le pouvoir des activités de contrebande de tabac, d'alcool, de produits hors taxes qui faisaient vivre des milliers d'habitants de la région, de petits boulots en petits commerces. Fnideq est devenue une ville fantôme, des aides étatiques ayant été versées pendant quelques mois seulement, et quelques maigres contrats ont été proposés dans les manufactures textiles de Tanger et Tétouan, à des dizaines de kilomètres, hors d'accès pour bien des jeunes femmes. Le taux de chômage défie les statistiques. En février dernier, des

centaines de manifestants avaient réclamé, en vain, « Du travail et la dignité » et « Les gens veulent vivre ». C'est pourquoi, à présent, les candidats au départ à tout prix vers l'Europe si proche espèrent, comme dit une jeune femme de 26 ans, interviewée par RFI, « assurer l'avenir de [ses] enfants, car ici il n'y a rien ». Une jeune fille de 18 ans affirme à son tour qu'elle « n'a pas peur de partir, mais de mourir pauvre ici ».

Le pouvoir marocain a rappelé par la voix de son ministre des Affaires étrangères qu'il « n'a pas vocation à être le gendarme de l'Europe ni son concierge » tandis que le chef socialiste du gouvernement espagnol envoyait ses forces de répression. Mais la crise diplomatique hispano-marocaine qui serait à l'origine de l'afflux de réfugiés à Ceuta n'est qu'un aspect du problème. Le principal est l'attitude criminelle des grandes puissances européennes, qui se drapent dans les pactes et traités, osent parler de droit d'asile alors qu'elles protègent leurs frontières et leurs intérêts politiques.

« Personne ne peut faire chanter l'Union européenne », se vante le vice-président de la Commission de Bruxelles, en allusion à l'attitude récente du Maroc. Mais le pire chantage est celui des gouvernements des pays riches qui, en continuant d'appauvrir des régions entières, jouent leur avenir politique avec la vie et la mort des réfugiés.

Viviane Lafont

Morts du Covid : les chiffres de la misère

Selon un rapport des services statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le virus aurait fait plus de victimes que ce que disent les chiffres officiels : 6 à 8 millions de morts à l'échelle de la planète, au lieu des 3 millions jusqu'alors estimés.

Dans les calculs, il y a d'un côté le nombre de notifications de décès enregistrés à l'hôpital, voire celui des décès à domicile consignés par les services administratifs spécialisés et, de l'autre, il y a les chiffres de la surmortalité, c'est-à-dire le nombre de morts en excès en comparaison des mêmes périodes d'avant-Covid.

Dans les pays riches, les services statistiques sont à l'œuvre pour tenter de cerner au plus près la réalité. Ils analysent l'excès de mortalité consécutif à des décès de malades souffrant d'autres maladies et qui n'ont pu être soignés, ou encore aux suicides. Ils étudient aussi la diminution de la mortalité résultant par exemple de la baisse des accidents de la route. Mais, dans bien des pays pauvres, les hôpitaux, quand ils existent, sont inaccessibles pour une grande partie de la population,

avec des lits en nombre totalement insuffisant et réservés à une toute petite fraction de cette population. En Afrique, en Asie, en Amérique et même en Europe, là où n'existent ni médicaments ni personnel de santé ni services administratifs ni même de service d'état-civil fonctionnel et, a fortiori, de service statistique, que sait-on du nombre réel de morts ?

Selon les études qui viennent d'être publiées, aux États-Unis, on estime que ce ne sont pas 578 000 personnes qui sont mortes du Covid, mais en réalité plus de 900 000. En France, le nombre de victimes est sans doute plus proche de 135 000 que des 107 000 annoncés. Mais, dans bien des pays pauvres, on ne connaîtra jamais les chiffres. Le virus ne fait là que révéler les tares d'une société faite d'exploitation.

Sophie Gargan